

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 février 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 mars 2013;

Vu l'urgence;

Considérant que les cotisations sociales à charge des sociétés pour l'année 2013 doivent, conformément à l'article 92 de la loi du 30 décembre 1992, être payées au plus tard le 30 juin 2013;

Considérant que de nombreuses préparations de nature administrative doivent être effectuées, une fois que les caisses d'assurances sociales connaissent le montant devant être payé par chaque société, avant que lesdites caisses puissent commencer la perception de ces cotisations :

mise à disposition par la BNB du fichier de données relatif aux sociétés visées;

traitement des données par l'INASTI et diffusion des données aux caisses d'assurances sociales;

transmission dans les délais des avis d'échéance par les caisses d'assurances sociales, compte tenu des données fournies par l'INASTI;

Vu l'avis n° 53.103/1 du Conseil d'Etat, donné le 26 mars 2013, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre des Indépendants et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 2*bis* de l'arrêté royal du 15 mars 1993 pris en exécution du chapitre II du titre III de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses, relatif à l'instauration d'une cotisation annuelle forfaitaire à charge des sociétés, destinée au statut social des travailleurs indépendants, inséré par l'arrêté royal du 31 juillet 2004 et modifié par les arrêtés royaux du 12 avril 2005, du 5 avril 2006, du 9 avril 2007, du 15 avril 2008, du 14 avril 2009, du 25 mars 2010, du 31 mars 2011 et du 23 avril 2012, les mots « pour l'année 2012 » sont remplacés par les mots « pour l'année 2013 ».

**Art. 2.** Dans l'article 2*ter* du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 31 juillet 2004 et modifié par les arrêtés royaux du 12 avril 2005, du 5 avril 2006, du 9 avril 2007, du 15 avril 2008, du 14 avril 2009, du 25 mars 2010, du 31 mars 2011 et du 23 avril 2012, les mots « pour l'année 2012 » sont remplacés par les mots « pour l'année 2013 » et le montant « 627.377,34 EUR » est remplacé par le montant « 641.556,65 EUR ».

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

**Art. 4.** Le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 3 avril 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Indépendants,  
Mme S. LARUELLE

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 februari 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 19 maart 2013;

Gelet op de hoogdringendheid;

Overwegende dat de sociale bijdragen ten laste van de vennootschappen voor het jaar 2013 ten laatste op 30 juni 2013 dienen te zijn betaald overeenkomstig artikel 92 van de wet van 30 december 1992;

Overwegende dat er nog talrijke administratieve voorbereidingen dienen te gebeuren alvorens de sociale verzekeringsfondsen, eens zij weten welk bedrag door elke vennootschap dient te worden betaald, kunnen overgaan tot de inning van deze bijdragen :

terbeschikkingstelling door de NBB van het gegevensbestand betreffende de bedoelde vennootschappen;

verwerking van de gegevens bij het RSVZ en verdeling van de gegevens naar de sociale verzekeringsfondsen toe;

tijdig opsturen van de vervaldagberichten door de sociale verzekeringsfondsen, rekening houdend met de door het RSVZ verstrekte gegevens;

Gelet op het advies nr. 53.103/1 van de Raad van State, gegeven op 26 maart 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Zelfstandigen en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 2*bis* van het koninklijk besluit van 15 maart 1993 tot uitvoering van hoofdstuk II van titel III van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen, met betrekking tot de invoering van een jaarlijkse bijdrage ten laste van de vennootschappen, bestemd voor het sociaal statuut der zelfstandigen, ingevoegd bij koninklijk besluit van 31 juli 2004 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 april 2005, 5 april 2006, 9 april 2007, 15 april 2008, 14 april 2009, 25 maart 2010, 31 maart 2011 en 23 april 2012, worden de woorden « voor het jaar 2012 » vervangen door de woorden « voor het jaar 2013 ».

**Art. 2.** In artikel 2*ter* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 31 juli 2004 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 april 2005, 5 april 2006, 9 april 2007, 15 april 2008, 14 april 2009, 25 maart 2010, 31 maart 2011 en 23 april 2012, worden de woorden « voor het jaar 2012 » vervangen door de woorden « voor het jaar 2013 » en wordt het bedrag « 627.377,34 EUR » vervangen door het bedrag « 641.556,65 EUR ».

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2013.

**Art. 4.** De minister bevoegd voor Zelfstandigen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 3 april 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Zelfstandigen,  
Mevr. S. LARUELLE

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,  
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE  
ET ENVIRONNEMENT

[C - 2013/24122]

17 MARS 2013. — Arrêté royal limitant l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le présent arrêté royal vise à limiter l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques et l'abrogation de l'arrêté royal du 12 octobre 2004 relatif à la prévention des substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,  
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN  
EN LEEFMILIEU

[C - 2013/24122]

17 MAART 2013. — Koninklijk besluit tot beperking van het gebruik van bepaalde gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit strekt tot beperking van het gebruik van bepaalde gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur en tot opheffing van het koninklijk besluit van 12 oktober 2004 inzake het voorkomen van gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur.

Ce arrêté royal transpose la Directive européenne 2011/65/EU relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.

Dans son avis du 6 mars 2012, le Conseil d'Etat a émis quelques remarques sur ce projet de transposition.

Il est mentionné en remarque 3 de l'avis que les articles 5, § 9, 7, § 6, et 8, § 3 puissent leur fondement juridique dans l'article 5, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> de la loi du 21 décembre 1998. En effet, ce point apporte un fondement juridique au retrait du marché de certains produits en vue de protéger la santé publique.

L'arrêté royal, cependant, ne traite pas seulement de la protection de la santé publique : il traite de la protection de l'environnement et de la santé publique, ce qui est clairement indiqué dans l'article 1<sup>er</sup> de la Directive 2011/65/UE et dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal. Cet article du projet d'arrêté royal puise dès lors son fondement juridique dans l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la loi du 21 décembre 1998. Cet article n'est toutefois pas soumis à l'exigence de concertation préalable au sein du Conseil des Ministres.

Il s'ensuit que les remarques 3, 6 et 8 (en partie) sont sans objet.

Concernant la remarque 4.2, nous tenons à souligner que l'article 5, § 11, impose certaines règles relatives à l'ajout d'une information écrite au produit. Ces règles relèvent des « normes de produits », même si elles concernent l'information relative à la phase de déchets, qui est une compétence régionale. L'information doit en effet être ajoutée lors de la mise du produit sur le marché. Nous renvoyons ici à la définition des normes de produits, également citée au point 4.1 de l'avis :

« règles qui déterminent de manière contraignante les conditions auxquelles un produit doit satisfaire, lors de la mise sur le marché, entre autres en vue de la protection de l'environnement. Elles fixent notamment des limites en ce qui concerne les niveaux de polluant ou de nuisance à ne pas dépasser dans la composition ou dans les émissions d'un produit et peuvent contenir des spécifications quant aux propriétés, aux méthodes d'essais, à l'emballage, au marquage et à l'étiquetage des produits » (1)

Cette définition indique formellement que la spécification de dispositions relatives au marquage et à l'étiquetage de produits relève d'une compétence fédérale.

Le fondement juridique de cet article se retrouve également dans l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> et 10<sup>o</sup>, de la loi du 21 décembre 1998.

En outre, cet article a été littéralement repris de l'arrêté royal actuel du 12 octobre 2004 relatif à la prévention des substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques. Puisque dans l'arrêté royal actuel, cet article ne concernait aucune matière où les compétences fédérales auraient été outrepassées, cela ne devrait pas non plus être le cas dans le présent arrêté royal.

Concernant l'évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable (EIDDD), nous faisons remarquer que ce arrêté royal entre dans la catégorie d'exemption « Décision de l'autorité qui a déjà été soumise précédemment ou à un autre niveau politique à une évaluation ou une analyse de qualité des impacts pertinents sur le développement durable » (2). À l'occasion de la révision de cette directive, la Commission européenne a en effet effectué une évaluation approfondie de l'impact (3). Une deuxième évaluation de l'impact est actuellement en cours en vue d'examiner les changements futurs (4).

(1) Cf. e.a. Cour constitutionnelle, n° 6/95, 2 février 1995, B.1.3 et Cour constitutionnelle, n° 149/2010, 22 décembre 2010, B.4.1.

(2) Service public fédéral de Programmation Développement Durable, Manuel EIDDD, p. 8.

(3) BIO, IEEP en VITO, Study to support the impact assessment of the RoHS Directive review, final report, 2008.

Dit koninklijk zet de Europese Richtlijn 2011/65/EU betreffende beperking van het gebruik van bepaalde gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur om.

In zijn advies van 6 maart 2012 leverde de Raad van State enkele bemerkingsen op dit ontwerp van omzetting.

In opmerking 3 van het advies wordt aangehaald dat de rechtsgrond voor artikelen 5, § 9, 7, § 6, en 8, § 3, wordt geboden door artikel 5, § 2, eerste lid, 4<sup>o</sup> van de wet van 21 december 1998. Dit punt geeft immers rechtsgrond voor het van de markt halen van goederen teneinde de volksgezondheid te beschermen.

Dit koninklijk besluit handelt echter niet enkel over de bescherming van de volksgezondheid, maar over de bescherming van de volksgezondheid en het leefmilieu. Dit wordt duidelijk vermeld in artikel 1 van de Richtlijn (2011/65/EU) en artikel 1 van het koninklijk besluit. De rechtsgrond hiervoor moet dus worden gezocht in artikel 5, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup> van de wet van 21 december 1998. Dit artikel valt echter niet onder de vereiste van voorafgaand overleg binnen de Ministerraad.

Hieruit volgt dat opmerkingen 3, 6 en 8 (gedeeltelijk) zonder onderwerp zijn.

Wat betreft opmerking 4.2, willen wij er op wijzen dat artikel 5, § 11 voorschriften oplegt met betrekking tot het toevoegen van schriftelijke informatie bij het product. Deze voorschriften vallen wel degelijk onder « productnormen », ook al betreft het informatie die betrekking heeft met de afvalfase, die een gewestelijke bevoegdheid is. De informatie moet immers toegevoegd worden bij het op de markt brengen van het product. Wij verwijzen hier ook naar de definitie van productnormen, ook aangehaald in punt 4.1 van het advies :

« regels die op dwingende wijze bepalen aan welke eisen een product moet voldoen, bij het op de markt brengen, onder meer ter bescherming van het milieu. Ze bepalen met name welk niveau van verontreiniging of hinder niet mag worden overschreden in de samenstelling of bij de emissies van een product, en kunnen specificaties bevatten over de eigenschappen, de beproevingsmethoden, het verpakken, het merken en het etiketteren van producten » (1)

Deze definitie geeft uitdrukkelijk aan dat het specificeren van bepalingen betreffende het merken en etiketteren van producten, een federale bevoegdheid betreft.

De rechtsgrond voor dit artikel kan ook teruggevonden worden in artikel 5, § 1, eerste lid, 3<sup>o</sup> en 10<sup>o</sup> de wet van 21 december 1998.

Bovendien werd dit artikel letterlijk overgenomen uit het huidige koninklijk besluit van 12 oktober 2004 inzake het voorkomen van gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur. Aangezien dit artikel in het huidige koninklijk besluit geen materie betrof waar de Federale bevoegdheden werden overschreden, zou dit in het huidige ontwerp ook niet het geval mogen zijn.

Wat betreft de Duurzame Ontwikkeling Effectenbeoordeling (DOEB), merken wij op dat dit koninklijk besluit onder de vrijstellingscategorie « Overheidsbeslissing die reeds eerder of op een ander beleidsniveau onderworpen werd aan een kwaliteitsvolle evaluatie of analyse van de relevante impacts op duurzame ontwikkeling » valt (2). Naar aanleiding van de herziening van deze richtlijn, stelde de Europese Commissie immers een uitgebreid impact assessment op (3). Momenteel loopt ook een tweede impact assessment om de toekomstige veranderingen te onderzoeken (4).

(1) Zie, om., Grondwettelijk Hof, nr. 6/95, 2 februari 1995, B.1.3 en Grondwettelijk Hof, nr. 149/2010, 22 december 2010, B.4.1.

(2) Programmatorische Federale Overheidsdienst Duurzame Ontwikkeling, DOEB : Leidraad, p. 8.

(3) BIO, IEEP en VITO, Study to support the impact assessment of the RoHS Directive review, final report, 2008.

(4) BIO Intelligence Service, Measures to be implemented and additional impact assessment with regard to scope changes, pursuant to the new RoHS Directive, Final Report prepared in collaboration with ERA Technology for the European Commission, DG ENV, 2012.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur.

La Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur,  
Mme J. MILQUET

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre de l'Economie et des Consommateurs,  
J. VANDE LANOTTE

La Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la  
Santé publique,  
Mme L. ONKELINX

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement, à l'Energie et à la Mobilité,  
M. WATHELET

(4) BIO Intelligence Service, Measures to be implemented and additional impact assessment with regard to scope changes, pursuant to the new RoHS Directive, Final Report prepared in collaboration with ERA Technology for the European Commission, DG ENV, 2012.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

Van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar.

De Vice eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,  
Mevr. J. MILQUET

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Economie en Consumenten,  
J. VANDE LANOTTE

De Vice eerste Minister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

De Staatssecretaris voor Leefmilieu, Energie en Mobiliteit,  
M. WATHELET

AVIS 50.950/3 DU 6 MARS 2012

DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, troisième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à l'Environnement, à l'Energie, à la Mobilité et aux Réformes institutionnelles, le 15 février 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal limitant l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques et abrogeant l'arrêté royal du 12 octobre 2004 relatif à la prévention des substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques', a donné l'avis suivant :

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

Portée et fondement juridique du projet

2.1. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet de réglementer l'utilisation de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.

Il vise à transposer en droit interne la Directive 2011/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques'.

Le projet est appelé à remplacer l'arrêté royal du 12 octobre 2004 relatif à la prévention des substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques'.

2.2. Le texte en projet se résume essentiellement comme suit.

Le chapitre I<sup>er</sup> détermine l'objectif ainsi que le champ d'application des règles en projet et le chapitre II définit un certain nombre de notions utilisées dans la suite du texte.

Le chapitre III interdit de mettre sur le marché des équipements électriques et électroniques, y compris les câbles et les pièces détachées destinées à leur réparation, à leur réemploi, à la mise à jour de leurs fonctionnalités ou au renforcement de leur capacité, qui contiennent des substances énumérées à l'annexe II du projet. L'interdiction s'applique également aux dispositifs médicaux et aux instruments de contrôle et de surveillance, aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro et aux instruments de contrôle et de surveillance industriels qui sont mis sur le marché à compter d'une date déterminée. Cette interdiction connaît plusieurs exceptions.

Le chapitre IV précise les obligations des opérateurs économiques, c'est-à-dire des fabricants, des mandataires, des importateurs et des distributeurs d'équipements électriques et électroniques.

Le chapitre V a trait à la déclaration UE de conformité et au marquage CE.

Enfin, le chapitre VI du projet comporte une disposition abrogatoire, une disposition transitoire et une disposition finale.

ADVIES 50.950/3 VAN 6 MAART 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling Wetgeving, derde kamer, op 15 februari 2012 door de Staatssecretaris voor Leefmilieu, Energie, Mobiliteit en Staatshervorming verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit tot beperking van het gebruik van bepaalde gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur en tot opheffing van het koninklijk besluit van 12 oktober 2004 inzake het voorkomen van gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur' heeft het volgende advies gegeven :

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

Strekking en rechtsgrond van het ontwerp

2.1. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe het gebruik van gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur te regelen.

Met het ontwerp wordt beoogd Richtlijn 2011/65/EU van het Europees Parlement en de Raad van 8 juni 2011 betreffende beperking van het gebruik van bepaalde gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur' om te zetten in het interne recht.

Het ontwerp is bedoeld om in de plaats te komen van het koninklijk besluit van 12 oktober 2004 inzake het voorkomen van gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur'.

2.2. De ontworpen regeling komt in grote lijnen neer op wat volgt.

In hoofdstuk I worden het doel en het toepassingsgebied van de ontworpen regeling bepaald en in hoofdstuk II worden een aantal begrippen gedefinieerd die verder in de tekst worden gebruikt.

Hoofdstuk III voorziet in een verbod op het in de handel brengen van elektrische en elektronische apparatuur, met inbegrip van kabels en reserveonderdelen voor de reparatie, het hergebruik, het aanpassen van functionele aspecten of het verbeteren van de capaciteit van deze apparatuur, die de in bijlage II bij het ontwerp genoemde stoffen bevat. Het verbod is ook van toepassing op medische hulpmiddelen en meet- en regelapparatuur, medische hulpmiddelen voor in-vitrodiagnostiek en industriële meet- en regelapparatuur die vanaf een bepaalde datum in de handel worden gebracht. Op dat verbod zijn er een aantal uitzonderingen.

In hoofdstuk IV worden de verplichtingen bepaald van de marktdeelnemers, dit zijn de fabrikanten, de gemachtigden, de importeurs en de distributeurs van elektrische en elektronische apparatuur.

Hoofdstuk V handelt over de EU-conformiteitsverklaring en de CE-markering.

Ten slotte bevat hoofdstuk VI van het ontwerp een opheffings-, een overgangs- en een slotbepaling.

3. La plupart des dispositions de l'arrêté en projet trouvent un fondement juridique dans l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 10<sup>o</sup> et 13<sup>o</sup>, de la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement, de la santé et des travailleurs'.

Dans la mesure où les articles 5, § 9, 7, § 6, et 8, § 3, de l'arrêté en projet chargent respectivement les fabricants, les importateurs et les distributeurs de retirer des équipements électriques et électroniques du marché, ils trouvent un fondement juridique dans l'article 5, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de la loi du 21 décembre 1998. Cette disposition permet au Roi de faire retirer du marché certains produits en vue de protéger la santé publique ou les travailleurs.

#### Compétence de l'autorité fédérale

4.1. Comme il a été observé ci-dessus, l'arrêté en projet puise son fondement juridique dans la loi du 21 décembre 1998.

L'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles' constitue le fondement de la compétence fédérale en matière de normes de produit. La jurisprudence de la Cour constitutionnelle considère que des normes de produit sont « des règles qui déterminent de manière contraignante les conditions auxquelles un produit doit satisfaire, lors de la mise sur le marché, entre autres en vue de la protection de l'environnement. Elles fixent notamment des limites en ce qui concerne les niveaux de polluant ou de nuisance à ne pas dépasser dans la composition ou dans les émissions d'un produit et peuvent contenir des spécifications quant aux propriétés, aux méthodes d'essais, à l'emballage, au marquage et à l'étiquetage des produits » (1). Cette compétence fédérale n'inclut en revanche pas le pouvoir de réglementer l'usage de produits déjà mis sur le marché (2).

Les dispositions en projet constituent des « normes de produit » au sens de la disposition de la loi spéciale précitée, à savoir des prescriptions auxquelles des produits doivent satisfaire du point de vue écologique « lors de la mise sur le marché ». Des mesures concernant le conditionnement, l'étiquetage et les informations écrites jointes au produit peuvent constituer de telles prescriptions. L'arrêté en projet ne prévoit en principe pas de mesures gouvernant l'« utilisation » des produits visés. L'autorité fédérale est dès lors, en principe, habilitée à adopter la réglementation en projet, sous réserve de l'observation ci-dessous relative à l'article 5, § 11, du projet.

4.2. L'article 5, § 11, énonce ce qui suit :

« § 11. Les fabricants veillent à ce que les utilisateurs des EEE dans les ménages disposent, par l'entremise de la notice d'utilisation, d'informations suffisantes sur :

1<sup>o</sup> l'obligation de ne pas se débarrasser des DEEE avec les déchets municipaux non triés mais de procéder à la collecte sélective des DEEE;

2<sup>o</sup> les systèmes de reprise et de collecte mis à leur disposition;

3<sup>o</sup> leur rôle dans la réutilisation, le recyclage et les autres formes de valorisation des DEEE;

4<sup>o</sup> les effets potentiels sur l'environnement et la santé publique en raison de la présence de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques;

5<sup>o</sup> la signification du symbole figurant à l'annexe VI.

Le fabricant et le distributeur veillent à ce que l'information visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> soit mise gratuitement à la disposition des acheteurs potentiels dans tous les points de vente.

Les fabricants veillent à apposer d'une manière adéquate le symbole figurant à l'annexe VI sur les EEE mis sur le marché en Belgique après le 13 août 2005. Dans des cas exceptionnels où cela s'avère nécessaire en raison de la taille ou de la fonction du produit, ce symbole est imprimé sur l'emballage, sur la notice d'utilisation et sur le certificat de garantie de l'EEE concerné ».

L'article 5, § 11, comporte des prescriptions relatives à l'information à fournir en ce qui concerne l'élimination, la collecte, la réutilisation, le recyclage et d'autres formes de valorisation d'équipements électriques et électroniques désaffectés et en ce qui concerne les effets potentiels sur l'environnement. On ne peut considérer que de telles prescriptions relèvent de la compétence fédérale en matière de normes de produit. Elles concernent plutôt la protection de l'environnement et la politique des déchets, matières qui, en vertu de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et respectivement 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980, relèvent de la compétence des régions.

Il s'ensuit que l'article 5, § 11, doit être omis du projet.

3. De rechtsgrond voor de meeste bepalingen van het ontworpen besluit wordt geboden door artikel 5, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 10<sup>o</sup> en 13<sup>o</sup>, van de wet van 21 december 1998 betreffende de productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu, de volksgezondheid en de werknemers'.

Voor de artikelen 5, § 9, 7, § 6, en 8, § 3, van het ontworpen besluit, in zoverre bij deze artikelen aan respectievelijk de fabrikanten, de importeurs en de distributeurs wordt opgedragen om elektrische en elektronische apparatuur uit de handel te nemen, wordt de rechtsgrond geboden door artikel 5, § 2, eerste lid, 4<sup>o</sup>, van de wet van 21 december 1998. Luidens deze bepaling kan de Koning, teneinde de volksgezondheid en de werknemers te beschermen, bepaalde producten uit de markt doen nemen.

#### Bevoegdheid van de federale overheid

4.1. Zoals hiervoor is opgemerkt wordt de rechtsgrond voor het ontworpen besluit geboden door de wet van 21 december 1998.

De federale bevoegdheid inzake productnormering is gegrond op artikel 6, § 1, II, tweede lid, 1<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen'. Volgens de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof zijn productnormen « regels die op dwingende wijze bepalen aan welke eisen een product moet voldoen, bij het op de markt brengen, onder meer ter bescherming van het milieu. Zij bepalen met name welk niveau van verontreiniging of hinder niet mag worden overschreden in de samenstelling of bij de emissies van een product, en kunnen specificaties bevatten over de eigenschappen, de beproevingsmethoden, het verpakken, het merken en het etiketteren van producten » (1). Die federale bevoegdheid omvat daarentegen niet de bevoegdheid om regels aan te nemen die het gebruik van producten regelen eenmaal zij op de markt zijn gebracht (2).

De ontworpen bepalingen zijn « productnormen » in de zin van de voornoemde bijzondere-wetsbepaling, namelijk voorschriften waaraan producten vanuit milieuoogpunt moeten voldoen « bij het op de markt brengen ». Maatregelen met betrekking tot de verpakking, de etikettering en de schriftelijke informatie die bij het product wordt gevoegd, kunnen hieronder vallen. Het ontworpen besluit bevat in beginsel geen maatregelen met betrekking tot het « gebruik » van de bedoelde producten. De federale overheid is dan ook in beginsel bevoegd om de ontworpen regeling uit te vaardigen, onder voorbehoud van wat hierna met betrekking tot artikel 5, § 11, van het ontwerp wordt opgemerkt.

4.2. Artikel 5, § 11, luidt als volgt :

« § 11. De fabrikanten dragen er zorg voor dat gebruikers van EEA in particuliere huishoudens via de gebruiksaanwijzing de nodige informatie krijgen over :

1<sup>o</sup> het voorschrift dat AEEA niet als ongesorteerd stedelijk afval mag worden verwijderd, maar gescheiden moet worden ingezameld;

2<sup>o</sup> de voor hen beschikbare inleverings- en inzamelingssystemen;

3<sup>o</sup> hun rol in de bevordering van hergebruik, recycling en andere vormen van nuttige toepassing van AEEA;

4<sup>o</sup> de mogelijke gevolgen voor het milieu en de volksgezondheid van de aanwezigheid van gevaarlijke bestanddelen in elektrische en elektronische apparatuur;

5<sup>o</sup> de betekenis van het in bijlage VI weergegeven symbool.

De fabrikant en de distributeur zorgen ervoor dat zij de in het eerste lid vermelde informatie gratis in elk verkooppunt ter beschikking stellen van potentiële kopers.

De fabrikanten dragen er zorg voor dat EEA, die na 13 augustus 2005 in België op de markt is gebracht, duidelijk wordt voorzien van het in bijlage VI weergegeven symbool. Bij wijze van uitzondering, wanneer dit wegens de afmetingen of de functie van het product nodig is, wordt het symbool afgedrukt op de verpakking, de gebruiksaanwijzing en het garantiebewijs van de EEA. »

In artikel 5, § 11, zijn voorschriften opgenomen in verband met het geven van informatie betreffende de verwijdering, de inzameling, het hergebruik, de recycling en andere vormen van nuttige toepassing van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur, en de mogelijke gevolgen voor het leefmilieu. Dergelijke voorschriften kunnen niet geacht worden te vallen onder de federale bevoegdheid inzake productnormen. Ze hebben veel eerder betrekking op de bescherming van het leefmilieu en het afvalstoffenbeleid, aangelegenheden die overeenkomstig artikel 6, § 1, II, eerste lid, 1<sup>o</sup>, respectievelijk 2<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot de bevoegdheid van de gewesten behoren.

Uit het voorgaande volgt dat artikel 5, § 11, uit het ontwerp dient te worden weggelaten.

## Formalités

5. L'article 19/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable impose de soumettre à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence (3) tout avant-projet de loi, tout projet d'arrêté royal et toute proposition de décision soumise à l'approbation du Conseil des Ministres. Les seuls cas dans lesquels un tel examen préalable n'est pas requis sont fixés par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres (4). Au regard de l'état actuel des textes publiés au *Moniteur belge*, un tel arrêté ne semble pas encore avoir été pris.

Il est procédé à une évaluation d'incidence lorsque l'examen préalable le requiert (5).

Interrogé sur le point de savoir si cet examen avait eu lieu et, le cas échéant, s'il avait été procédé à cette étude d'incidence, le délégué a répondu ce qui suit :

« Er is geen DOEB-test uitgevoerd vermits het ontwerp KB niet diende te worden vastgesteld na overleg in de ministerraad. Inderdaad is de actuele praktijk dat de DOEB test (en de Kafka test) enkel worden opgemaakt voor besluiten die moeten worden vastgesteld na overleg in de ministerraad. Hoe dan ook betreft het ontwerp KB een letterlijke omzetting van de Richtlijn 2011/65. »

On ne peut pas se rallier à ce point de vue. L'article 19/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la loi du 5 mai 1997 dispose expressément que tout projet d'arrêté royal doit être soumis à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence. Le Conseil d'Etat souhaite attirer l'attention des auteurs du projet sur le fait que, conformément à l'article 19/3, 2<sup>o</sup>, de la loi du 5 mai 1997, le respect de la procédure ainsi prescrite constitue une condition pour la « promulgation » d'un arrêté royal.

Le Conseil d'Etat doit dès lors émettre une réserve sur ce point.

## Observation générale

6.1. Comme il a déjà été relevé ci-dessus, les articles 5, § 9, 7, § 6, et 8, § 3, du projet peuvent tirer un fondement juridique partiel de l'article 5, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de la loi du 21 décembre 1998.

L'article 5, § 2, alinéa 2, de cette même loi dispose cependant que l'arrêté qui est pris en exécution, notamment, de son article 5, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, doit être délibéré en Conseil des Ministres.

6.2. Il ne ressort pas des pièces jointes à la demande d'avis que le texte en projet a fait l'objet d'une délibération en Conseil des Ministres.

La délibération collégiale prescrite qui doit avoir lieu en Conseil des ministres ne peut être assimilée à une « formalité préalable » au sens de l'article 84, § 3, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il a été remplacé par la loi du 2 avril 2003 (6). Cette délibération est en effet destinée à permettre à l'ensemble des ministres d'échanger leur point de vue sur un projet d'arrêté déposé et de collaborer à la rédaction de celui-ci. Ce n'est qu'une fois un consensus acquis qu'un projet d'arrêté royal peut être considéré comme en état d'être soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat.

Il ne revient donc pas à un ministre de solliciter cet avis avant que le projet d'arrêté royal ait été délibéré en Conseil des Ministres et, le cas échéant, adapté à la suite de cette délibération.

En ce qui concerne les articles 5, § 9, 7, § 6, en 8, § 3, la demande d'avis est par conséquent prématurée. Ces articles doivent d'abord être soumis au Conseil des ministres.

## Examen du texte

## Intitulé

7. Il n'est pas conforme à l'usage de mentionner dans un intitulé que l'arrêté envisagé prévoit l'abrogation d'un arrêté. Par conséquent, il vaut mieux omettre les mots « et abrogeant l'arrêté royal du 12 octobre 2004 relatif à la prévention des substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques ».

## Préambule

8. Conformément à l'observation formulée à propos du fondement juridique, le premier alinéa du préambule fera également référence à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup>, et § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> (7), de la loi du 21 décembre 1998 qu'il mentionne.

## Vormvereisten

5. Luidens artikel 19/1, § 1, eerste lid, van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling zijn elk voorontwerp van wet, elk ontwerp van koninklijk besluit en elk voorstel van beslissing dat ter goedkeuring aan de Ministerraad moet worden voorgelegd, onderworpen aan een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling (3) uit te voeren. De enige gevallen waarin zo een voorafgaand onderzoek niet hoeft plaats te vinden, zijn die welke worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad (4). Een dergelijk besluit lijkt, volgens de huidige stand van de teksten die in het *Belgisch Staatsblad* zijn bekendgemaakt, nog niet te zijn genomen.

Wanneer uit het voorafgaande onderzoek blijkt dat een effectbeoordeling vereist is, dient de voormelde beoordeling te worden uitgevoerd (5).

gevraagd of het voornoemde onderzoek heeft plaatsgevonden en in voorkomend geval of die effectbeoordeling is uitgevoerd, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord :

« Er is geen DOEB-test uitgevoerd vermits het ontwerp KB niet diende te worden vastgesteld na overleg in de ministerraad. Inderdaad is de actuele praktijk dat de DOEB-test (en de Kafka test) enkel worden opgemaakt voor besluiten die moeten worden vastgesteld na overleg in de ministerraad. Hoe dan ook betreft het ontwerp KB een letterlijke omzetting van de Richtlijn 2011/65. »

Met die zienswijze kan niet worden ingestemd. In artikel 19/1, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wet van 5 mei 1997 wordt uitdrukkelijk bepaald dat elk ontwerp van koninklijk besluit dient te worden onderworpen aan een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren. De Raad van State wenst de stellers van het ontwerp erop te wijzen dat overeenkomstig artikel 19/3, 2<sup>o</sup>, van de wet van 5 mei 1997, de naleving van de aldus voorgeschreven procedure een voorwaarde is voor de « afkondiging » van een koninklijk besluit.

De Raad van State dient dan ook op dit punt een voorbehoud te maken.

## Algemene opmerking

6.1. Zoals hiervoor is opgemerkt, kan voor de artikelen 5, § 9, 7, § 6, en 8, § 3, van het ontwerp gedeeltelijk rechtsgrond worden gevonden in artikel 5, § 2, eerste lid, 4<sup>o</sup>, van de wet van 21 december 1998.

Artikel 5, § 2, tweede lid, van diezelfde wet bepaalt evenwel dat het besluit dat wordt genomen ter uitvoering van onder meer artikel 5, § 2, eerste lid, 4<sup>o</sup>, ervan vastgesteld dient te worden na overleg in de Ministerraad.

6.2. Uit de stukken die bij de adviesaanvraag zijn gevoegd, blijkt niet dat over de ontworpen regeling overleg in de Ministerraad heeft plaatsgevonden.

Het voorgeschreven collegiale overleg in de Ministerraad kan niet worden gelijkgesteld met een voorafgaand « vormvereiste » in de zin van artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003 (6). Dat overleg is immers bedoeld om alle ministers de gelegenheid te bieden van gedachten te wisselen over een voorgelegd ontwerpbesluit en mee te werken aan het opstellen ervan. Pas wanneer een consensus bereikt is, kan een ontwerp van koninklijk besluit worden beschouwd als zijnde in zoverre gereed dat het om advies kan worden voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State.

Een minister kan dat advies dus niet aanvragen voordat over het ontwerp van koninklijk besluit overleg is gepleegd in de Ministerraad en voordat het in voorkomend geval aangepast is als gevolg van dat overleg.

Daaruit volgt dat de adviesaanvraag, wat de artikelen 5, § 9, 7, § 6, en 8, § 3, betreft, voorbarig is. Die artikelen dienen vooraf aan de Ministerraad te worden voorgelegd.

## Onderzoek van de tekst

## Opschrift

7. Het is niet gebruikelijk in een opschrift melding te maken dat het te nemen besluit voorziet in de opheffing van een besluit. De woorden « en tot opheffing van het koninklijk besluit van 12 oktober 2004 inzake het voorkomen van gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur » kunnen dan ook beter worden weggelaten.

## Aanhef

8. Overeenkomstig hetgeen betreffende de rechtsgrond is opgemerkt, dient in het eerste lid van de aanhef ook te worden verwezen naar artikel 5, § 1, eerste lid, 10<sup>o</sup>, en § 2, eerste lid, 4<sup>o</sup>, (7) van de erin vermelde wet van 21 december 1998.

## Article 3

9. L'article 3 du projet fait plusieurs fois état de l'Union (européenne) (8).

La Directive 2011/65/UE que le projet entend transposer dans le droit interne constitue toutefois un texte présentant de l'intérêt pour l'Espace économique européen. Elle est d'ailleurs qualifiée de la sorte dans le Journal officiel et cette qualification figure dans la liste tenue par l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.) (9) des textes adoptés par l'Union européenne qui sont considérés comme présentant de l'intérêt pour l'E.E.E. dans le *Journal officiel* ou par les experts de l'A.E.L.E.

Le projet doit par conséquent faire mention de l'« Espace économique européen » et non pas de l'« Union ».

## Article 8

10. L'article 8, § 1<sup>er</sup>, du projet impose aux distributeurs qui mettent des équipements électriques et électroniques à disposition sur le marché de vérifier que ceux-ci portent le marquage CE et sont accompagnés des documents requis « dans une langue aisément compréhensible par les consommateurs et autres utilisateurs finals ».

Cette disposition vise à transposer l'article 10, a), de la Directive 2011/65/UE. Cette opération implique l'ajout de précisions sur ce point. La disposition de la directive impose en effet d'utiliser « une langue aisément compréhensible par les consommateurs et autres utilisateurs finals de l'Etat membre dans lequel l'EEE doit être mis à disposition sur le marché ». Il n'est pas suffisant de simplement paraphraser cette disposition.

L'emploi des langues est en principe libre (article 30 de la Constitution). Les dispositions qui obligent les distributeurs à employer exclusivement la langue ou les langues de la région linguistique, que ce soit le français, le néerlandais ou l'allemand ou qui imposent toute autre restriction (par exemple l'emploi d'une des langues officielles de l'Union européenne), ne peuvent être réputées conformes à ce principe. Il est néanmoins admissible qu'une disposition oblige les distributeurs à employer dans le texte concerné « au moins » la langue ou les langues de la région linguistique concernée ou les langues susvisées.

## Article 11

11. Selon l'article 11, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du projet, la déclaration UE de conformité est établie selon le modèle figurant à l'annexe VII du projet, contient les éléments précisés dans ladite annexe, est mise à jour continuellement et doit être établie en néerlandais, en français et en allemand.

Cette disposition vise à transposer l'article 13, paragraphe 2, premier alinéa, de la Directive 2011/65/UE. Elle impose notamment de traduire la déclaration UE de conformité dans la ou les langues requises par l'Etat membre dans lequel le produit est mis sur le marché ou mis à disposition sur le marché.

On peut ici répéter, mutatis mutandis, l'observation relative à l'article 8 du projet (observation 10).

(1) Voir notamment, Cour constitutionnelle, n° 6/95, 2 février 1995, B.1.3 et Cour constitutionnelle, n° 149/2010, 22 décembre 2010, B.4.1.

(2) Voir notamment l'avis 27.333/3 du 17 mars 1998 sur un projet devenu la loi du 21 décembre 1998 (*Doc. parl.*, Chambre, 1997-1998, n° 1673/1, p. 52 et ss.) ainsi que les arrêts de l'assemblée générale du Conseil d'Etat, section du contentieux administratif, n° 158.548, NV European Air Transport e.a. et n° 158.549, NV Brussels International Airport Company - BIAC du 9 mai 2006.

(3) L'article 2, 9°, de la loi du 5 mai 1997 définit la notion d'« évaluation d'incidence » comme étant une « évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable, c'est-à-dire la méthode permettant d'étudier les éventuels effets sociaux, économiques et environnementaux, ainsi que les effets sur les recettes et les dépenses de l'Etat, à court, à moyen et à long terme, en Belgique et à l'étranger, d'une politique proposée avant que la décision finale ne soit prise ».

(4) Article 19/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 5 mai 1997.

(5) Article 19/2 de la loi du 5 mai 1997.

(6) L'alinéa 2 de cette disposition prescrit : « Lorsque l'avis est demandé dans un délai visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° ou 2°, il est donné nonobstant l'inaccomplissement éventuel des formalités prescrites ».

(7) Voir cependant l'observation 6.2.

(8) Voir l'article 3, 8°, 10°, 12°, 13° et 16°, du projet.

## Artikel 3

9. In artikel 3 van het ontwerp wordt op verscheidene plaatsen gewag gemaakt van de (Europese) Unie (8).

Richtlijn 2011/65/EU waarvan de omzetting in het interne recht wordt beoogd, is evenwel een richtlijn die voor de Europese Economische Ruimte relevant is. Zo wordt deze richtlijn trouwens in het Publicatieblad aangemerkt als een voor de EER relevante tekst, en is die kwalificatie overgenomen in de door de Europese Vrijhandelsassociatie (EVA) bijgehouden lijst van door de Europese Unie aangenomen teksten die in het *Publicatieblad* of door deskundigen van de EVA als EER-relevant zijn aangemerkt (9).

Er dient bijgevolg in het ontwerp melding te worden gemaakt van de « Europese Economische Ruimte » in plaats van de « Unie ».

## Artikel 8

10. Luidens artikel 8, § 1, van het ontwerp dienen de distributeurs die elektrische en elektronische apparatuur op de markt aanbieden, te controleren of deze apparatuur voorzien is van de CE-markering en vergezeld gaat van de vereiste documenten « in een taal die de consumenten en andere eindgebruikers kunnen begrijpen ».

Met deze bepaling wordt de omzetting beoogd van artikel 10, a), van Richtlijn 2011/65/EU. Deze omzetting impliceert op dit punt een nadere invulling. De richtlijn-bepaling legt immers het gebruik op van « een taal die de consumenten en andere eindgebruikers in de lidstaat waar de EEA op de markt wordt aangeboden, kunnen begrijpen ». Een loutere parafrasering van deze bepaling volstaat niet.

Het gebruik der talen is in beginsel vrij (artikel 30 van de Grondwet). Bepalingen die de distributeurs verplichten om uitsluitend de taal of de talen van het taalgebied te gebruiken, het Nederlands, het Frans of het Duits, of die eender welke andere beperking opleggen (bijvoorbeeld het gebruik van één van de officiële talen van de Europese Unie), kunnen hiermee niet in overeenstemming worden geacht. Wel toelaatbaar is een bepaling die de distributeurs ertoe verplicht om in de betrokken tekst « ten minste » de taal of de talen van het betrokken taalgebied of de voornoemde talen te gebruiken.

## Artikel 11

11. Luidens artikel 11, § 2, eerste lid, van het ontwerp wordt de EU-conformiteitsverklaring opgesteld volgens het model van bijlage VII bij het ontwerp, bevat deze de in bijlage VII vermelde elementen, wordt deze voortdurend bijgewerkt, en moet ze zijn opgesteld in het Nederlands, het Frans en het Duits.

Met deze bepaling wordt de omzetting beoogd van artikel 13, lid 2, eerste alinea, van Richtlijn 2011/65/EU. Luidens die bepaling wordt o.m. de EU-conformiteitsverklaring vertaald in de taal of talen die worden voorgeschreven door de lidstaat waar het product in de handel wordt gebracht of op de markt wordt aangeboden.

Mutatis mutandis kan hier de opmerking bij artikel 8 van het ontwerp worden herhaald (opmerking 10).

(1) Zie, o.m., Grondwettelijk Hof, nr. 6/95, 2 februari 1995, B.1.3 en Grondwettelijk Hof, nr. 149/2010, 22 december 2010, B.4.1.

(2) Zie in het bijzonder advies 27.333/3 van 17 maart 1998 over een ontwerp dat heeft geleid tot de wet van 21 december 1998 (*Parl.St.* Kamer 1997-1998, nr. 1673/1, blz. 52 e.v.) en de arresten van de algemene vergadering van de Raad van State, afdeling Bestuursrecht-spraak, nr. 158.548, NV European Air Transport e.a. en nr. 158.549, NV Brussels International Airport Company - BIAC, van 9 mei 2006.

(3) In artikel 2, 9°, van de wet van 5 mei 1997 wordt het begrip « effectbeoordeling » gedefinieerd als « duurzame ontwikkelingseffectbeoordeling, zijnde de methode voor het bestuderen van mogelijke sociale, economische en leefmilieueffecten, alsmede de effecten op de inkomsten en de uitgaven van de Staat, van een voorgesteld beleid op korte, middellange en lange termijn in en buiten België vooraleer de uiteindelijke beslissing wordt genomen ».

(4) Artikel 19/1, § 1, tweede lid, van de wet van 5 mei 1997.

(5) Artikel 19/2 van de wet van 5 mei 1997.

(6) Het tweede lid van die bepaling schrijft voor : « Wanneer het advies wordt gevraagd binnen een termijn van paragraaf 1, eerste lid, 1° of 2°, wordt het gegeven zelfs indien de voorgeschreven vormvereisten niet zijn vervuld. »

(7) Zie evenwel opmerking 6.2.

(8) Zie artikel 3, 8°, 10°, 12°, 13° en 16°, van het ontwerp.

(9) «List of adopted Acquis marked EEA-relevant in the OJ or considered EEA-relevant by EFTA experts ». Voir [http://www.efta.int/\[ \]/media/Documents/legal-texts/eea/other-legal-documents/list-eu-acquis-marked-or-considered-eea-relevant/weeklyclist.ashx](http://www.efta.int/[ ]/media/Documents/legal-texts/eea/other-legal-documents/list-eu-acquis-marked-or-considered-eea-relevant/weeklyclist.ashx).

La chambre était composée de :

MM. :

P. Lemmens, président de chambre;

J. Smets et B. Seutin, conseillers d'Etat;

Mme A.-M. Goossens, greffier.

Le rapport a été présenté par Mme K. Bams, premier auditeur.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. B. Seutin.

Le greffier,

A.-M. Goossens.

Le président,

P. Lemmens.

### 17 MARS 2013. — Arrêté royal limitant l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé, l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 10<sup>o</sup> et 13<sup>o</sup>, modifié par la loi de 27 juillet 2011;

Vu la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur, l'article 11, § 1<sup>er</sup>, a);

Vu l'arrêté royal du 12 octobre 2004 relatif à la prévention des substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques;

Vu la Directive 2011/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques et la Directive 2012/19/EU du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE);

Vu la Décision de la Commission du 8 septembre 2011 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique, l'annexe de la Directive 2002/95/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exemptions relatives aux applications utilisant du plomb et du cadmium;

Vu la notification au Conseil fédéral du Développement durable, au Conseil supérieur de la Santé, au Conseil de la Consommation et au Conseil central de l'Economie;

Vu l'association des Gouvernements régionaux à l'élaboration du présent arrêté;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 janvier 2012;

Vu l'avis du Conseil de la Consommation du 30 avril 2012;

Vu l'avis 50.950/3 du Conseil d'Etat, donné le 6 mars 2012, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé publique et du Secrétaire d'Etat à l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales et champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté prévoit la transposition en droit belge de la Directive 2011/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.

Le présent arrêté établit les règles relatives à la limitation de l'utilisation de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques (EEE) afin de contribuer à la protection de la santé humaine et de l'environnement.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté s'applique aux EEE relevant des catégories énumérées à l'annexe I<sup>re</sup>.

§ 2. Le présent arrêté ne s'applique pas aux :

1<sup>o</sup> équipements nécessaires à la protection des intérêts essentiels de sécurité de l'Etat, y compris les armes, les munitions et le matériel de guerre destinés à des fins spécifiquement militaires;

(9) «List of adopted Acquis marked EEA-relevant in the OJ or considered EEA-relevant by EFTA experts ». Zie [http://www.efta.int/\[ \]/media/Documents/legal-texts/eea/other-legal-documents/list-eu-acquis-marked-or-considered-eea-relevant/weeklyclist.ashx](http://www.efta.int/[ ]/media/Documents/legal-texts/eea/other-legal-documents/list-eu-acquis-marked-or-considered-eea-relevant/weeklyclist.ashx).

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

P. Lemmens, kamervoorzitter;

J. Smets en B. Seutin, staatsraden;

Mevr. A.-M. Goossens, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. K. Bams, eerste auditeur.

(...)

De griffier,

A.-M. Goossens.

De voorzitter,

P. Lemmens.

### 17 MAART 2013. — Koninklijk besluit tot beperking van het gebruik van bepaalde gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 december 1998 betreffende de productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu en de volksgezondheid, artikel 5, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 10<sup>o</sup> en 13<sup>o</sup>, gewijzigd bij de wet van 27 juli 2011;

Gelet op de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming, artikel 11, § 1, a);

Gelet op het koninklijk besluit van 12 oktober 2004 inzake het voorkomen van gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur;

Gelet op de Richtlijn 2011/65/EU van het Europees Parlement en de Raad van 8 juni 2011 betreffende beperking van het gebruik van bepaalde gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur en de Richtlijn 2012/19/EU van het Europees Parlement en de Raad van 4 juli 2012 betreffende afgedankte elektrische en elektronische apparatuur (AEEA);

Gelet op het besluit van de Commissie van 8 september 2011 tot wijziging, met oog op aanpassing aan de technische vooruitgang, van de bijlage bij Richtlijn 2002/95/EG van het Europees parlement en de Raad, wat vrijstellingen voor lood- of cadmiumhoudende toepassingen betreft;

Gelet op de kennisgeving aan de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling, de Hoge Gezondheidsraad, de Raad voor het Verbruik en de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven;

Gelet op de betrokkenheid van de gewestregeringen bij het ontwerpen van dit besluit;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 januari 2012;

Gelet op het advies van de Raad voor het Verbruik van 30 april 2012;

Gelet op advies 50.950/3 van de Raad van State, gegeven op 6 maart 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Volksgezondheid en de Staatssecretaris voor Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen en toepassingsgebied*

**Artikel 1.** Dit besluit voorziet in de omzetting in Belgisch recht van de Richtlijn 2011/65/EU van het Europees Parlement en de Raad van 8 juni 2011 betreffende beperking van het gebruik van bepaalde gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur.

Dit besluit stelt de voorschriften vast om het gebruik van gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur (EEA) te beperken en zo bij te dragen tot de bescherming van de volksgezondheid en het milieu.

**Art. 2.** § 1. Dit besluit is van toepassing op alle EEA die binnen de in bijlage I genoemde categorieën valt.

§ 2. Dit besluit is niet van toepassing op :

1<sup>o</sup> apparatuur die nodig is voor de bescherming van de wezenlijke belangen van de beveiliging van de Staat, met inbegrip van wapens, munitie en oorlogsmateriaal dat voor specifiek militaire doeleinden is bestemd;

2° équipements destinés à être envoyés dans l'espace;

3° équipements qui sont spécifiquement conçus pour être installés en tant que partie d'un autre type d'équipement, qui ne relève pas du champ d'application du présent arrêté ou en est exclu, qui ne peuvent remplir leur fonction que s'ils font partie de cet autre équipement et qui ne peuvent être remplacés que par le même équipement spécifiquement conçu;

4° gros outils industriels fixes;

5° grosses installations fixes;

6° moyens de transport de personnes ou de marchandises, à l'exception des véhicules électriques à deux roues qui ne sont pas réceptionnés par type;

7° engins mobiles non routiers destinés exclusivement à un usage professionnel;

8° dispositifs médicaux implantables actifs;

9° panneaux photovoltaïques destinés à être utilisés dans un système conçu, monté et installé par des professionnels pour une utilisation permanente en un lieu donné, en vue de la production d'énergie à partir de la lumière du soleil, pour des applications publiques, commerciales, industrielles et résidentielles;

10° équipements spécifiquement conçus aux seules fins de recherche et de développement, et disponibles uniquement dans un contexte interentreprises.

## CHAPITRE II. — Définitions

**Art. 3.** Dans le présent arrêté, on entend par :

1° «équipements électriques et électroniques» ou «EEE» : les équipements fonctionnant grâce à des courants électriques ou à des champs électromagnétiques, et les équipements de production, de transfert et de mesure de ces courants et champs, conçus pour être utilisés à une tension ne dépassant pas 1 000 volts en courant alternatif et 1 500 volts en courant continu;

2° aux fins du 1°, «fonctionnant grâce à» : nécessitant, en ce qui concerne les EEE, des courants électriques ou des champs électromagnétiques pour l'exécution d'au moins une fonction prévue;

3° «déchets d'équipements électriques et électroniques» ou «DEEE» : les équipements électriques ou électroniques constituant des déchets au sens de la législation de la Région dans laquelle ils se trouvent, y compris tous les composants, sous-ensembles et produits consommables faisant partie intégrante du produit au moment de la mise au rebut;

4° «gros outils industriels fixes» : ensemble de grande ampleur de machines, d'équipements et/ou de composants, qui fonctionnent ensemble pour une application spécifique, installés de façon permanente et démontés par des professionnels dans un lieu donné, et utilisés et entretenus par des professionnels dans un centre de fabrication industrielle ou dans un établissement de recherche et développement;

5° «grosse installation fixe» : combinaison de grande ampleur de plusieurs types d'appareils et, le cas échéant, d'autres dispositifs, qui sont assemblés et installés par des professionnels pour être utilisés de façon permanente à un endroit prédéfini et dédié, et démontés par des professionnels;

6° «câbles» : tous les câbles d'une tension nominale inférieure à 250 volts qui ont une fonction de connexion ou de prolongation pour raccorder l'EEE au réseau ou pour raccorder deux ou plusieurs EEE entre eux;

7° «fabricant» : toute personne physique ou morale qui fabrique un EEE ou fait concevoir ou fabriquer un EEE et le commercialise sous son propre nom ou sa propre marque;

8° «mandataire» : toute personne physique ou morale établie dans l'Union ayant reçu mandat écrit du fabricant pour agir en son nom aux fins de l'accomplissement de tâches déterminées;

9° «distributeur» : toute personne physique ou morale faisant partie de la chaîne d'approvisionnement, autre que le fabricant ou l'importateur, qui met un EEE à disposition sur le marché;

10° «importateur» : toute personne physique ou morale établie dans l'Union qui met un EEE provenant d'un pays tiers sur le marché de l'Union;

11° «opérateurs économiques» : le fabricant, le mandataire, l'importateur et le distributeur;

12° «mise à disposition sur le marché» : toute fourniture d'un EEE destiné à être distribué, consommé ou utilisé sur le marché de l'Union dans le cadre d'une activité commerciale, à titre onéreux ou gratuit;

13° «mise sur le marché» : la première mise à disposition d'un EEE sur le marché de l'Union;

2° apparatuur die is ontworpen om de ruimte ingestuurd te worden;

3° apparatuur die speciaal ontworpen is, en geïnstalleerd moet worden, als deel van een ander soort apparatuur die uitgesloten is of niet binnen het toepassingsgebied van dit besluit valt, die zijn functie alleen als deel van die apparatuur kan vervullen en die alleen vervangen kan worden door dezelfde speciaal ontworpen apparatuur;

4° grote, niet verplaatsbare industriële installaties;

5° grote vaste installaties;

6° vervoermiddelen voor personen of goederen, met uitzondering van elektrische tweewielers zonder typegoedkeuring;

7° niet voor de weg bestemde en uitsluitend voor beroepsmatig gebruik beschikbaar gestelde mobiele machines;

8° actieve, implanteerbare medische hulpmiddelen;

9° fotovoltaïsche panelen die bestemd zijn voor gebruik in een systeem dat door vakmensen is ontworpen, gemonteerd en geïnstalleerd voor permanent gebruik op een bepaalde plaats om energie uit zonlicht te produceren voor openbare, commerciële, industriële en residentiële toepassingen;

10° apparatuur die speciaal is ontworpen uitsluitend voor doeleinden van onderzoek en ontwikkeling en die alleen door een bedrijf aan een ander bedrijf ter beschikking wordt gesteld.

## HOOFDSTUK II. — Definities

**Art. 3.** In dit besluit wordt verstaan onder :

1° «elektrische en elektronische apparatuur» of «EEA» : apparaten die afhankelijk zijn van elektrische stromen of elektromagnetische velden om naar behoren te kunnen werken en apparaten voor het opwekken, overbrengen en meten van die stromen en velden en bedoeld zijn voor gebruik met een spanning van maximaal 1 000 volt bij wisselstroom en 1 500 volt bij gelijkstroom;

2° voor de toepassing van punt 1°, «afhankelijk» : met betrekking tot EEA, elektrische stroom of elektromagnetische velden nodig hebben om ten minste één beoogde functie te vervullen;

3° «afgedankte elektrische en elektronische apparatuur» of «AEEA» : elektrische of elektronische apparaten die afvalstoffen vormen in de zin van de gewestelijke wetgeving waar ze zich bevinden, daaronder begrepen alle onderdelen, subeenheden en verbruiksmaterialen die deel uitmaken van het product op het moment dat het wordt afgedankt;

4° «grote, niet verplaatsbare industriële installaties» : een groot geheel van machines, apparatuur en/of onderdelen die samenwerken voor een bepaalde toepassing, op een vaste plaats door vakmensen worden geïnstalleerd of afgebroken en door vakmensen worden gebruikt en onderhouden in een industriële productieomgeving of een centrum voor onderzoek en ontwikkeling;

5° «grote vaste installaties» : een grootschalig samenstel van diverse typen apparaten en eventueel andere hulpmiddelen die door vakmensen wordt gemonteerd en geïnstalleerd en bestemd is voor permanent gebruik op een vooraf bepaalde en speciaal daarvoor bestemde plaats, en die door vakmensen afgebroken wordt;

6° «kabels» : alle kabels voor een spanning van minder dan 250 volt die als verbindings- en verlengsnoer dienen om EEA met het stopcontact of twee of meer EEA met elkaar te verbinden;

7° «fabrikant» : een natuurlijke of rechtspersoon die EEA vervaardigt of laat ontwerpen of vervaardigen en onder zijn naam of handelsmerk verhandelt;

8° «gemachtigde» : een in de Unie gevestigde natuurlijke of rechtspersoon die schriftelijk door een fabrikant is gemachtigd om namens hem specifieke taken te vervullen;

9° «distributeur» : een natuurlijke of rechtspersoon in de toeleveringsketen, niet zijnde de fabrikant of de importeur, die EEA op de markt aanbiedt;

10° «importeur» : een in de Unie gevestigde natuurlijke of rechtspersoon die EEA uit een derde land in de Unie in de handel brengt;

11° «marktdeelnemers» : de fabrikant, de gemachtigde, de importeur en de distributeur;

12° «op de markt aanbieden» : het in het kader van een handelsactiviteit, al dan niet tegen betaling, verstrekken van EEA met het oog op distributie, consumptie of gebruik op de markt van de Unie;

13° «in de handel brengen» : het voor het eerst in de Unie op de markt aanbieden van EEA;

14° « norme harmonisée » : une norme adoptée par l'un des organismes européens de normalisation visés à l'annexe I<sup>er</sup> de la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, sur la base d'une demande formulée par la Commission conformément à l'article 6 de ladite directive;

15° « spécifications techniques » : un document fixant les exigences techniques devant être respectées par un produit, processus ou service;

16° « marquage CE » : le marquage par lequel le fabricant indique que le produit est conforme aux exigences applicables de la législation d'harmonisation de l'Union prévoyant son apposition;

17° « évaluation de la conformité » : processus évaluant s'il est démontré que les exigences du présent arrêté relatives à un EEE ont été respectées;

18° « surveillance du marché » : les opérations effectuées et les mesures prises par les autorités publiques pour garantir que les EEE sont conformes aux exigences définies dans le présent arrêté et ne portent pas atteinte à la santé et à la sécurité ou à d'autres aspects de la protection de l'intérêt public;

19° « rappel » : toute mesure visant à obtenir le retour d'un produit qui a déjà été mis à la disposition de l'utilisateur final;

20° « retrait » : toute mesure visant à empêcher la mise à disposition sur le marché d'un produit de la chaîne d'approvisionnement;

21° « matériau homogène » : soit un matériau dont la composition est parfaitement uniforme, soit un matériau constitué d'une combinaison de matériaux, qui ne peut être divisé ou séparé en différents matériaux, au moyen d'actions mécaniques, telles que le dévissage, le coupage, le broyage, le meulage et les procédés abrasifs;

22° « dispositif médical » : un dispositif médical au sens de l'article 1<sup>er</sup>, § 2, 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 18 mars 1999 relative aux dispositifs médicaux, qui est aussi un EEE;

23° « dispositif médical de diagnostic in vitro » : un dispositif médical de diagnostic in vitro au sens de l'article 1<sup>er</sup>, § 2, 3<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 18 mars 1999 relative aux dispositifs médicaux;

24° « dispositif médical implantable actif » : tout dispositif médical implantable actif au sens de l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 15 juillet 1997 relative aux dispositifs médicaux implantables actifs;

25° « instruments de contrôle et de surveillance industriels » : les instruments de contrôle et de surveillance conçus à des fins exclusivement industrielles ou professionnelles;

26° « disponibilité d'un produit de substitution » : la possibilité de fabriquer et de livrer un produit de substitution dans un délai raisonnable en comparaison avec le temps nécessaire à la fabrication et la livraison des substances énumérées à l'annexe II;

27° « fiabilité d'un produit de substitution » : la probabilité qu'un EEE utilisant un produit de substitution remplira les fonctions requises sans défaillance dans des conditions données pour une période de temps donnée;

28° « pièce détachée » : une pièce distincte d'un EEE pouvant remplacer une pièce d'un EEE. L'EEE ne peut fonctionner comme prévu sans cette pièce. La fonctionnalité de l'EEE est rétablie ou mise à jour lorsque la pièce est remplacée par une pièce détachée;

29° « engins mobiles non routiers mis à disposition uniquement pour un usage professionnel » : engins disposant d'un bloc d'alimentation embarqué, dont le fonctionnement nécessite soit la mobilité, soit un déplacement continu ou semi-continu entre une succession d'emplacements de travail fixes pendant le travail, et mis à disposition uniquement pour un usage professionnel;

30° « autorité compétente » : la Direction générale Environnement du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement.

31° « autorités de surveillance du marché » : le service Inspection de l'autorité compétente.

14° « geharmoniseerde norm » : een norm die, op grond van een door de Commissie ingediend verzoek, overeenkomstig artikel 6 van Richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij is vastgesteld door een van de in bijlage I bij die richtlijn genoemde Europese normalisatie-instellingen;

15° « technische specificatie » : een document dat de technische voorschriften voorschrijft waaraan een product, een proces of een dienst moet voldoen;

16° « CE-markering » : een markering waarmee de fabrikant aangeeft dat het product in overeenstemming is met alle toepasselijke eisen van de harmonisatiewetgeving van de Unie die in het aanbrengen ervan voorziet;

17° « conformiteitsbeoordeling » : het proces waarin wordt aangetoond of voldaan is aan de eisen van dit besluit met betrekking tot EEA;

18° « markttoezicht » : activiteiten en maatregelen van overheidsinstanties om ervoor te zorgen dat EEA voldoet aan de eisen die in dit besluit zijn opgenomen en geen gevaar oplevert voor de gezondheid en veiligheid of andere aspecten van de bescherming van het openbaar belang;

19° « terugroepen » : maatregel waarmee wordt beoogd een product te doen terugkeren dat al aan de eindgebruiker ter beschikking is gesteld;

20° « uit de handel nemen » : maatregel waarmee wordt beoogd te voorkomen dat een product dat zich in de toeleveringsketen bevindt, op de markt wordt aangeboden;

21° « homogeen materiaal » : hetzij één materiaal van uniforme samenstelling, hetzij een materiaal dat uit een combinatie van materialen bestaat en niet in afzonderlijke materialen van elkaar kan worden losgemaakt of kunnen worden gescheiden door mechanische handelingen als bijvoorbeeld losschroeven, snijden, verbrijzelen, malen en slijpen;

22° « medisch hulpmiddel » : een medisch hulpmiddel in de zin van artikel 1, § 2, 1<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 18 maart 1999 betreffende de medische hulpmiddelen, dat ook een EEA is;

23° « medisch hulpmiddel voor in-vitrodiagnostiek » : een medisch hulpmiddel voor in-vitrodiagnostiek in de zin van artikel 1, § 2, 3<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 18 maart 1999 betreffende de medische hulpmiddelen;

24° « actief implanteerbaar medisch hulpmiddel » : een actief implanteerbaar medisch hulpmiddel in de zin van artikel 1, § 1, tweede lid, 3<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 15 juli 1997 betreffende de actieve implanteerbare medische hulpmiddelen;

25° « industriële meet- en regelapparatuur » : meet- en regelapparatuur die uitsluitend voor gebruik voor industriële of professionele doeleinden is ontworpen;

26° « beschikbaarheid van een vervangende stof » : de mogelijkheid om een vervangende stof te vervaardigen en leveren binnen een tijdsbestek dat redelijk is vergeleken bij de tijd die nodig is om de in bijlage II genoemde stoffen te vervaardigen en te leveren;

27° « betrouwbaarheid van een vervangende stof » : de waarschijnlijkheid dat EEA die gebruik maakt van die vervangende stof, in geijkte omstandigheden een vereiste functie voor een bepaalde periode foutloos vervult;

28° « reserveonderdeel » : een onderdeel van een EEA dat een deel van een EEA kan vervangen; zonder dat onderdeel kan de EEA niet werken als bedoeld. De werkzaamheid van de EEA wordt hersteld of verbeterd als het deel wordt vervangen door een reserveonderdeel;

29° « niet voor de weg bestemde en uitsluitend voor het beroepsmatig gebruik beschikbaar gestelde mobiele machine » : een machine met een interne krachtbron, waarvan de bediening ofwel mobiliteit vereist, ofwel permanente of semi-permanente verplaatsing tussen een reeks vaste werklocaties tijdens het werk, en die uitsluitend beschikbaar wordt gesteld voor beroepsmatig gebruik;

30° « bevoegde overheid » : het Directoraat-generaal Leefmilieu van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu;

31° « markttoezichtsautoriteiten » : de dienst Inspectie van de bevoegde overheid.

CHAPITRE III. — *Interdiction de mise sur le marché*

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Il est interdit de mettre sur le marché les EEE, y compris les câbles et les pièces détachées destinées à leur réparation, à leur réemploi, à la mise à jour de leurs fonctionnalités ou au renforcement de leur capacité, qui contiennent des substances énumérées à l'annexe II.

Il n'est pas toléré que la valeur de la concentration maximale en poids dans les matériaux homogènes excède celle précisée à l'annexe II.

§ 2. L'interdiction visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, s'applique aux :

1° dispositifs médicaux et aux instruments de contrôle et de surveillance qui sont mis sur le marché à compter du 22 juillet 2014;

2° dispositifs médicaux de diagnostic in vitro qui sont mis sur le marché à compter du 22 juillet 2016; et

3° instruments de contrôle et de surveillance industriels qui sont mis sur le marché à compter du 22 juillet 2017.

§ 3. L'interdiction visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, ne s'applique pas aux câbles ou pièces détachées destinés à la réparation, au réemploi, à la mise à jour des fonctionnalités ou au renforcement de la capacité des équipements indiqués ci-après :

1° les EEE mis sur le marché avant le 1<sup>er</sup> juillet 2006;

2° les dispositifs médicaux mis sur le marché avant le 22 juillet 2014;

3° les dispositifs médicaux de diagnostic in vitro mis sur le marché avant le 22 juillet 2016;

4° les instruments de contrôle et de surveillance mis sur le marché avant le 22 juillet 2014;

5° les instruments de contrôle et de surveillance industriels mis sur le marché avant le 22 juillet 2017;

6° les EEE bénéficiant d'une exemption et mis sur le marché avant expiration de l'exemption, pour le cas où ladite exemption est concernée.

§ 4. L'interdiction visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, ne s'applique pas aux pièces détachées réemployées, issues d'un EEE mis sur le marché avant le 1<sup>er</sup> juillet 2006 et qui se trouvent dans un équipement mis sur le marché avant le 1<sup>er</sup> juillet 2016, à condition que ce réemploi s'effectue dans le cadre de systèmes de récupération interentreprises en circuit fermé et contrôlables et que le réemploi des pièces soit notifié aux consommateurs.

§ 5. L'interdiction visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, ne s'applique pas aux applications énumérées aux annexes III et IV.

Une demande relative à l'octroi, au renouvellement ou à la révocation d'une exemption est présentée à la Commission européenne conformément à l'annexe V.

CHAPITRE IV. — *Obligations des opérateurs économiques*

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'ils mettent un EEE sur le marché, les fabricants s'assurent, que celui-ci a été conçu et fabriqué conformément aux exigences visées à l'article 4.

§ 2. Les fabricants établissent la documentation technique requise et mettent ou font mettre en œuvre la procédure de contrôle interne de la fabrication conformément à l'annexe II, module A, de la Décision n° 768/2008/CE.

§ 3. Lorsqu'il a été démontré, à l'aide de la procédure visée au paragraphe 2, que l'EEE respecte les exigences applicables, les fabricants établissent une déclaration UE de conformité et apposent le marquage CE sur le produit fini.

Lorsqu'un autre acte législatif applicable requiert l'application d'une procédure d'évaluation de la conformité qui est au moins aussi stricte, la conformité avec les exigences fixées à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, peut être démontrée dans le contexte de cette procédure. Une documentation technique unique peut être élaborée.

§ 4. Les fabricants conservent la documentation technique et la déclaration UE de conformité pendant une durée de dix ans à partir de la mise sur le marché de l'EEE.

§ 5. Les fabricants s'assurent que des procédures sont en place pour que la production en série reste conforme. Il est dûment tenu compte des modifications de la conception ou des caractéristiques du produit ainsi que des modifications des normes harmonisées ou des spécifications techniques par rapport auxquelles la conformité d'un EEE est déclarée.

§ 6. Les fabricants tiennent un registre sur les EEE non conformes et les rappels de produits et informent les distributeurs d'un tel suivi.

HOOFDSTUK III. — *Verbod op het in de handel brengen*

**Art. 4.** § 1. Het is verboden EEA in de handel te brengen, met inbegrip van kabels en reserveonderdelen voor de reparatie, het hergebruik, het aanpassen van functionele aspecten of het verbeteren van de capaciteit van deze apparatuur, die de in bijlage II genoemde stoffen bevat.

In homogene materialen wordt niet meer dan de in bijlage II genoemde maximale concentratiewaarde in gewichtsprocent getolereerd.

§ 2. Het in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde verbod is van toepassing op :

1° medische hulpmiddelen en meet- en regelapparatuur die vanaf 22 juli 2014 in de handel wordt gebracht;

2° medische hulpmiddelen voor in-vitrodiagnostiek die vanaf 22 juli 2016 in de handel worden gebracht; en

3° industriële meet- en regelapparatuur die vanaf 22 juli 2017 in de handel wordt gebracht.

§ 3. Het in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde verbod is niet van toepassing op kabels of reserveonderdelen voor de reparatie, het hergebruik, het aanpassen van de functionele aspecten of het verbeteren van de capaciteit van :

1° vóór 1 juli 2006 in de handel gebrachte EEA;

2° vóór 22 juli 2014 in de handel gebrachte medische hulpmiddelen;

3° vóór 22 juli 2016 in de handel gebrachte medische hulpmiddelen voor in-vitrodiagnostiek;

4° vóór 22 juli 2014 in de handel gebrachte meet- en regelapparatuur;

5° vóór 22 juli 2017 in de handel gebrachte industriële meet- en regelapparatuur;

6° EEA waarvoor vrijstelling is verleend en die voor het verstrijken van die uitzondering in de handel is gebracht, voor zover het die specifieke vrijstelling betreft.

§ 4. Het in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde verbod is niet van toepassing op hergebruikte reserveonderdelen die worden herwonnen uit EEA die vóór 1 juli 2006 in de handel is gebracht, en gebruikt in apparatuur die vóór 1 juli 2016 in de handel is gebracht, mits het hergebruik plaatsvindt in controleerbare, gesloten business-to-business inruilsystemen en de consument in kennis wordt gebracht van het hergebruik van reserveonderdelen.

§ 5. Het in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde verbod geldt niet voor de in de bijlagen III en IV genoemde toepassingen.

Een aanvraag voor verlening, verlenging of intrekking van een vrijstelling moet worden ingediend bij de Europese Commissie overeenkomstig bijlage V.

HOOFDSTUK IV. — *Verplichtingen voor marktdeelnemers*

**Art. 5.** § 1. Wanneer zij EEA in de handel brengen, waarborgen de fabrikanten dat deze producten zijn ontworpen en vervaardigd overeenkomstig de eisen van artikel 4.

§ 2. De fabrikanten stellen de vereiste technische documentatie op en voeren de overeenkomstig module A van bijlage II van Besluit nr. 768/2008/EG vastgestelde interne productiecontrole uit of laten deze uitvoeren.

§ 3. Wanneer met de in paragraaf 2 bedoelde procedure is aangetoond dat EEA aan de toepasselijke eisen voldoet, stellen de fabrikanten een EU-conformiteitsverklaring op en brengen zij de CE-markering aan op het eindproduct.

Indien andere toepasselijke wetgeving de toepassing van een procedure voor conformiteitsbeoordeling vereist die ten minste net zo streng is, kan het bewijs dat is voldaan aan de eisen van artikel 4, § 1, eerste lid, worden geleverd in de context van die procedure. De opstelling van één enkele technische documentatie volstaat dan.

§ 4. De fabrikanten bewaren de technische documentatie en de EU-conformiteitsverklaring tot tien jaar nadat de betreffende EEA in de handel is gebracht.

§ 5. De fabrikanten zorgen ervoor dat zij beschikken over procedures om de conformiteit van hun serieproductie te blijven waarborgen. Er wordt terdege rekening gehouden met veranderingen in het ontwerp of in de kenmerken van EEA en met veranderingen in de geharmoniseerde normen of technische specificaties waarnaar in de conformiteitsverklaring van de apparatuur is verwezen.

§ 6. De fabrikanten houden een register bij van non-conforme producten en teruggeroepen EEA en houden de distributeurs op de hoogte daarvan.

§ 7. Les fabricants s'assurent que leur EEE porte un numéro de type, de lot ou de série, ou un autre élément permettant son identification ou, lorsque la taille ou la nature de l'EEE ne le permet pas, que les informations requises figurent sur l'emballage ou dans un document accompagnant l'EEE;

§ 8. Les fabricants indiquent leur nom, leur raison sociale ou leur marque déposée et l'adresse à laquelle ils peuvent être contactés sur l'EEE ou, lorsque ce n'est pas possible, sur son emballage ou dans un document accompagnant l'EEE. L'adresse doit préciser un lieu unique où le fabricant peut être contacté.

Lorsqu'un autre acte législatif applicable comporte des dispositions relatives à l'apposition du nom et de l'adresse du fabricant qui sont au moins aussi strictes, ces dispositions s'appliquent.

§ 9. Les fabricants qui considèrent ou ont des raisons de croire qu'un EEE qu'ils ont mis sur le marché n'est pas conforme au présent arrêté, prennent sans délai les mesures correctives nécessaires pour le mettre en conformité, le retirer ou le rappeler, si nécessaire, et en informent immédiatement l'autorité compétente et les autorités compétentes des Etats membres dans lesquels ils ont mis l'EEE à disposition, en fournissant des précisions, notamment, sur la non-conformité et toute mesure corrective adoptée.

§ 10. Sur requête motivée de l'autorité compétente, les fabricants lui communiquent toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité de l'EEE avec les dispositions du présent arrêté, dans une langue aisément compréhensible par l'autorité compétente, et coopèrent, à sa demande, avec cette autorité à toute mesure adoptée en vue de garantir la conformité des EEE qu'ils ont mis sur le marché avec les dispositions du présent arrêté.

§ 11. Les fabricants veillent à ce que les utilisateurs des EEE dans les ménages disposent, par l'entremise de la notice d'utilisation, d'informations suffisantes sur :

1° l'obligation de ne pas se débarrasser des DEEE avec les déchets municipaux non triés mais de procéder à la collecte sélective des DEEE;

2° les systèmes de reprise et de collecte mis à leur disposition;

3° leur rôle dans la réutilisation, le recyclage et les autres formes de valorisation des DEEE;

4° les effets potentiels sur l'environnement et la santé publique en raison de la présence de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques;

5° la signification du symbole figurant à l'annexe VI.

Le fabricant et le distributeur veillent à ce que l'information visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> soit mise gratuitement à la disposition des acheteurs potentiels dans tous les points de vente.

Les fabricants veillent à apposer d'une manière adéquate, le symbole figurant à l'annexe VI sur les EEE mis sur le marché en Belgique après le 13 août 2005. Dans des cas exceptionnels où cela s'avère nécessaire en raison de la taille ou de la fonction du produit, ce symbole est imprimé sur l'emballage, sur la notice d'utilisation et sur le certificat de garantie de l'EEE concerné.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Les fabricants peuvent désigner, par un mandat écrit, un mandataire.

Les obligations énoncées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, et l'établissement de la documentation technique ne font pas partie du mandat du mandataire.

§ 2. Le mandataire exécute les tâches indiquées dans le mandat reçu du fabricant.

Le mandat autorise au minimum le mandataire :

1° à tenir la déclaration UE de conformité et la documentation technique à la disposition des autorités de surveillance du marché pendant une durée de dix ans suivant la mise sur le marché de l'EEE;

2° sur requête motivée de l'autorité compétente, à lui communiquer toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité de l'EEE avec les dispositions du présent arrêté;

3° à coopérer, à sa demande, avec l'autorité compétente, à toute mesure adoptée en vue de garantir la conformité avec les dispositions du présent arrêté des EEE couverts par son mandat.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Les importateurs ne mettent sur le marché qu'un EEE conforme aux dispositions du présent arrêté.

§ 2. Avant de mettre un EEE sur le marché, les importateurs s'assurent que la procédure appropriée d'évaluation de la conformité a été appliquée par le fabricant.

§ 7. De fabrikanten zorgen ervoor dat op hun EEA een type-, partij- of serienummer, dan wel een ander identificatiemiddel is aangebracht, of wanneer dit door de omvang of aard van de EEA niet mogelijk is, dat de vereiste informatie op de verpakking of in een bij de EEA gevoegd document is vermeld.

§ 8. De fabrikanten vermelden hun naam, geregistreerde handelsnaam of hun geregistreerde merknaam en het contactadres op de EEA, of wanneer dit niet mogelijk is, op de verpakking of in een bij de EEA gevoegd document. Het adres moet één enkele plaats aangeven waarop de fabrikant kan worden gecontacteerd.

Indien andere toepasselijke wetgeving voorschriften voor aanbrenning van de naam en het adres van de fabrikant bevat die ten minste net zo streng zijn, gelden deze voorschriften.

§ 9. De fabrikanten die van mening zijn of redenen hebben om aan te nemen dat door hen in de handel gebrachte EEA niet conform is met de bepalingen van dit besluit, nemen onmiddellijk de nodige corrigerende maatregelen om de EEA conform te maken of zo nodig uit de handel te nemen of terug te roepen en indien nodig brengen zij de bevoegde overheid en de bevoegde overheden van de lidstaten waar zij de EEA op de markt hebben aangeboden hiervan onmiddellijk op de hoogte, waarbij zij in het bijzonder de non-conformiteit en alle genomen corrigerende maatregelen uitvoerig beschrijven.

§ 10. De fabrikanten verstrekken op een met redenen omkleed verzoek van de bevoegde overheid aan deze overheid alle benodigde informatie en documentatie om de conformiteit van de EEA met de bepalingen van dit besluit aan te tonen, in een taal die de bevoegde overheid gemakkelijk kan begrijpen, en verlenen op verzoek van deze overheid medewerking aan alle genomen maatregelen om te zorgen dat de door hen in de handel gebrachte EEA voldoet aan de bepalingen van dit besluit.

§ 11. De fabrikanten dragen er zorg voor dat gebruikers van EEA in particuliere huishoudens via de gebruiksaanwijzing de nodige informatie krijgen over :

1° het voorschrift dat AEEA niet als ongesorteerd stedelijk afval mag worden verwijderd, maar gescheiden moet worden ingezameld;

2° de voor hen beschikbare inleverings- en inzamelingssystemen;

3° hun rol in de bevordering van hergebruik, recycling en andere vormen van nuttige toepassing van AEEA;

4° de mogelijke gevolgen voor het milieu en de volksgezondheid van de aanwezigheid van gevaarlijke bestanddelen in elektrische en elektronische apparatuur;

5° de betekenis van het in bijlage VI weergegeven symbool.

De fabrikant en distributeur zorgen ervoor dat zij de in eerste lid vermelde informatie gratis in elk verkooppunt ter beschikking stellen van potentiële kopers.

De fabrikanten dragen er zorg voor dat EEA, die na 13 augustus 2005 in België op de markt is gebracht, duidelijk wordt voorzien van het in bijlage VI weergegeven symbool. Bij wijze van uitzondering, wanneer dit wegens de afmetingen of de functie van het product nodig is, wordt het symbool afgedrukt op de verpakking, de gebruiksaanwijzing en het garantiebewijs van de EEA.

**Art. 6. § 1.** Een fabrikant kan een gemachtigde aanstellen via een schriftelijk mandaat.

De verplichtingen uit hoofde van artikel 5, § 1, en de opstelling van technische documentatie kunnen geen deel uitmaken van het mandaat van de gemachtigde.

§ 2. Een gemachtigde voert de taken uit die gespecificeerd zijn in het mandaat dat hij van de fabrikant heeft ontvangen.

Het mandaat laat de gemachtigde toe ten minste de volgende taken te verrichten :

1° hij houdt de EU-conformiteitsverklaring en de technische documentatie ten minste gedurende tien jaar na het in de handel brengen van de EEA ter beschikking van de markttoezichtsautoriteiten;

2° hij verstrekt een bevoegde overheid op grond van een met redenen omkleed verzoek alle benodigde informatie en documentatie om de conformiteit van de EEA met de bepalingen van dit besluit aan te tonen;

3° hij verleent op verzoek van de bevoegde overheid medewerking aan eventueel genomen maatregelen om te zorgen dat EEA die onder hun mandaat vallen voldoet aan de bepalingen van dit besluit.

**Art. 7. § 1.** Importeurs mogen alleen EEA in de handel brengen die aan de bepalingen van dit besluit voldoet.

§ 2. Alvorens EEA in de handel te brengen, zien de importeurs erop toe dat de fabrikant de juiste conformiteitsbeoordelingsprocedure heeft uitgevoerd.

En outre, les importateurs s'assurent que le fabricant a établi la documentation technique, que l'EEE porte le marquage CE et est accompagné des documents requis, et que le fabricant a respecté les exigences visées à l'article 5, §§ 6 et 7.

§ 3. Lorsqu'un importateur considère ou a des raisons de croire qu'un EEE n'est pas conforme à l'article 4, il ne met cet EEE sur le marché qu'après que ce dernier a été mis en conformité.

L'importateur en informe le fabricant ainsi que les autorités de surveillance du marché.

§ 4. Les importateurs indiquent leur nom, leur raison sociale ou leur marque déposée et l'adresse à laquelle ils peuvent être contactés sur l'EEE ou, lorsque ce n'est pas possible, sur son emballage ou dans un document accompagnant l'EEE.

Lorsqu'un autre acte législatif applicable comporte des dispositions relatives à l'apposition du nom et de l'adresse de l'importateur qui sont au moins aussi strictes, ces dispositions s'appliquent.

§ 5. Les importateurs tiennent un registre sur les EEE non conformes et les rappels d'EEE et en informent les distributeurs.

§ 6. Les importateurs qui considèrent ou ont des raisons de croire qu'un EEE qu'ils ont mis sur le marché n'est pas conforme aux dispositions du présent arrêté, prennent sans délai les mesures correctives nécessaires pour le mettre en conformité, le retirer ou le rappeler, si nécessaire, et en informent immédiatement l'autorité compétente et les autorités compétentes des Etats membres dans lesquels ils ont mis l'EEE à disposition, en fournissant des précisions, notamment, sur la non-conformité et toute mesure corrective adoptée.

§ 7. Pendant une durée de dix ans suivant la mise sur le marché de l'EEE, les importateurs tiennent une copie de la déclaration UE de conformité à la disposition des autorités de surveillance du marché et s'assurent que la documentation technique peut être fournie à ces autorités, sur demande.

§ 8. Sur requête motivée de l'autorité compétente, les importateurs lui communiquent toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité d'un EEE aux dispositions du présent arrêté, dans une langue aisément compréhensible par l'autorité compétente, et coopèrent, à sa demande, avec cette autorité à toute mesure adoptée en vue de garantir la conformité des EEE qu'ils ont mis sur le marché avec les dispositions du présent arrêté.

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Lorsqu'ils mettent un EEE à disposition sur le marché, les distributeurs agissent avec la diligence requise en ce qui concerne les exigences applicables, et vérifient en particulier que l'EEE porte le marquage CE, qu'il est accompagné des documents requis dans une langue aisément compréhensible par les consommateurs et autres utilisateurs finals, et que le fabricant et l'importateur ont respecté les exigences visées à l'article 5, §§ 7 et 8, et à l'article 7, § 4.

§ 2. Lorsqu'un distributeur considère ou a des raisons de croire qu'un EEE n'est pas conforme à l'article 4, il ne met cet EEE à disposition sur le marché qu'après qu'il a été mis en conformité.

Le distributeur en informe le fabricant ou l'importateur ainsi que les autorités de surveillance du marché.

§ 3. Les distributeurs qui considèrent ou ont des raisons de croire qu'un EEE qu'ils ont mis à disposition sur le marché n'est pas conforme aux dispositions du présent arrêté, veillent à ce que les mesures correctives nécessaires pour le mettre en conformité, le retirer ou le rappeler soient prises, si nécessaire, et en informent immédiatement l'autorité compétente et les autorités compétentes des Etats membres dans lesquels ils ont mis l'EEE à disposition, en fournissant des précisions, notamment, sur la non-conformité et toute mesure corrective adoptée.

§ 4. Sur requête motivée de l'autorité compétente, les distributeurs lui communiquent toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité d'un EEE avec les dispositions du présent arrêté, et coopèrent, à sa demande, avec l'autorité compétente à toute mesure adoptée en vue de garantir la conformité des EEE qu'ils ont mis à disposition sur le marché avec les dispositions du présent arrêté.

Daarnaast zorgen de importeurs ervoor dat de fabrikant de technische documentatie heeft opgesteld, dat de EEA voorzien is van de vereiste CE-markering en vergezeld gaat van de vereiste documenten, en dat de fabrikant aan de eisen van artikel 5, §§ 6 en 7, heeft voldaan.

§ 3. Wanneer een importeur van mening is of redenen heeft om aan te nemen dat bepaalde EEA niet conform is met artikel 4, brengt hij de EEA niet in de handel alvorens ze conform is gemaakt.

De importeur brengt de fabrikant en de markttoezichtautoriteiten hiervan op de hoogte.

§ 4. De importeurs vermelden hun naam, geregistreerde handelsnaam of hun geregistreerde merknaam en het contactadres op de EEA, of wanneer dit niet mogelijk is, op de verpakking of in een bij de EEA gevoegd document.

Indien andere toepasselijke wetgeving voorschriften voor aanbrenning van de naam en het adres van de importeur bevat die ten minste net zo streng zijn, gelden deze voorschriften.

§ 5. De importeurs houden een register bij van non-conforme producten en teruggeroepen EEA en houden de distributeurs op de hoogte daarvan.

§ 6. De importeurs die van mening zijn of redenen hebben om aan te nemen dat bepaalde door hen in de handel gebrachte EEA niet conform is met de bepalingen van dit besluit, nemen onmiddellijk de nodige corrigerende maatregelen om de EEA conform te maken of zo nodig uit de handel te nemen of terug te roepen en brengen, indien de EEA een risico vertoont, de bevoegde overheid en de bevoegde overheden van de lidstaten waar zij de EEA op de markt hebben aangeboden hiervan onmiddellijk op de hoogte, waarbij zij in het bijzonder de non-conformiteit en alle genomen corrigerende maatregelen uitvoerig beschrijven.

§ 7. De importeurs houden gedurende tien jaar na het in de handel brengen van de EEA een kopie van de EU-conformiteitsverklaring ter beschikking van de markttoezichtautoriteiten en zorgen ervoor dat de technische documentatie op verzoek aan die autoriteiten kan worden verstrekt.

§ 8. De importeurs verstrekken op een met redenen omkleed verzoek van de bevoegde overheid aan deze overheid alle benodigde informatie en documentatie om de conformiteit van de EEA met de bepalingen van dit besluit aan te tonen, in een taal die de bevoegde overheid gemakkelijk kan begrijpen, en verlenen op verzoek van deze overheid medewerking aan alle genomen maatregelen om te zorgen dat de door hen in de handel gebrachte EEA voldoet aan de bepalingen van dit besluit.

**Art. 8. § 1.** Distributeurs die EEA op de markt aanbieden, betrachten de nodige zorgvuldigheid in verband met de toepasselijke eisen, met name door te controleren of de EEA voorzien is van de CE-markering en vergezeld gaat van de vereiste documenten in een taal die de consumenten en andere eindgebruikers, kunnen begrijpen, en of de fabrikant en de importeur aan de eisen in artikel 5, §§ 7 en 8, en artikel 7, § 4, hebben voldaan.

§ 2. Wanneer een distributeur van mening is of redenen heeft om aan te nemen dat bepaalde EEA niet conform is met artikel 4, brengt deze distributeur de EEA niet in de handel alvorens ze conform is gemaakt.

De distributeur brengt de fabrikant of de importeur evenals de markttoezichtautoriteiten hiervan op de hoogte.

§ 3. De distributeurs die van mening zijn of redenen hebben om aan te nemen dat bepaalde door hen in de handel gebrachte EEA niet conform is met de bepalingen van dit besluit, nemen de nodige corrigerende maatregelen om de EEA conform te maken of zo nodig uit de handel te nemen of terug te roepen en brengen, indien de EEA een risico vertoont, de bevoegde overheid en de bevoegde overheden van de lidstaten waar zij de EEA op de markt hebben aangeboden hiervan onmiddellijk op de hoogte, waarbij zij in het bijzonder de non-conformiteit en alle genomen corrigerende maatregelen uitvoerig beschrijven.

§ 4. De distributeurs verstrekken op een met redenen omkleed verzoek van de bevoegde overheid aan deze overheid alle benodigde informatie en documentatie om de conformiteit van de EEA met de bepalingen van dit besluit aan te tonen, en verlenen op verzoek van de bevoegde overheid medewerking aan alle genomen maatregelen om te zorgen dat de door hen in de handel gebrachte EEA voldoet aan de bepalingen van dit besluit.

**Art. 9.** Un importateur ou un distributeur est considéré comme un fabricant pour l'application du présent arrêté, lorsqu'il met un EEE sur le marché sous son propre nom ou sa propre marque, ou modifie un EEE déjà mis sur le marché de telle sorte que la conformité aux exigences applicables peut en être affectée, et doit dès lors répondre aux obligations incombant au fabricant en vertu de l'article 5.

**Art. 10.** Les opérateurs économiques, sur demande, communiquent aux autorités de surveillance du marché, pendant une durée de dix ans suivant la mise sur le marché de l'EEE :

- 1° tout opérateur économique qui leur a fourni un EEE;
- 2° tout opérateur économique auquel ils ont fourni un EEE.

#### CHAPITRE V. — Déclaration UE de conformité et marquage CE

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. La déclaration UE de conformité atteste que le respect des exigences visées à l'article 4 a été démontré.

§ 2. La déclaration UE de conformité est établie selon le modèle figurant à l'annexe VII, contient les éléments précisés dans ladite annexe et est mise à jour continuellement. La déclaration UE de conformité est établie dans une langue aisément compréhensible par l'autorité compétente ainsi que par les autorités de surveillance du marché. A la requête de l'autorité compétente ou des autorités de surveillance du marché, celle-ci doit être traduite en français, en néerlandais ou en allemand.

Lorsqu'un autre acte législatif applicable requiert l'application d'une procédure d'évaluation de la conformité qui est au moins aussi stricte, la conformité avec les exigences fixées à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, peut être démontrée dans le contexte de ladite procédure. Une documentation technique unique peut être élaborée.

§ 3. En établissant la déclaration UE de conformité, le fabricant assume la responsabilité de la conformité de l'EEE avec les dispositions du présent arrêté.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Le marquage CE est soumis aux principes généraux énoncés à l'article 30 du Règlement (CE) n° 765/2008.

§ 2. Le marquage CE est apposé de façon visible, lisible et indélébile sur l'EEE fini ou sur sa plaque signalétique. Lorsque la nature du produit ne le permet pas ou ne le justifie pas, il est apposé sur son emballage et sur les documents d'accompagnement.

Le marquage CE est apposé avant que l'EEE ne soit mis sur le marché.

§ 3. L'usage abusif du marquage CE est interdit.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. En l'absence de preuve du contraire, les EEE portant le marquage CE sont présumés conformes aux exigences du présent arrêté.

§ 2. Les matériaux, composants et EEE ayant fait l'objet d'essais et de mesures démontrant leur conformité avec les exigences prévues à l'article 4, ou qui ont été évalués, conformément à des normes harmonisées dont les références ont été publiées au Journal officiel de l'Union européenne, sont présumés conformes aux exigences du présent arrêté.

#### CHAPITRE VI. — Sanctions

**Art. 14.** Sauf en ce qui concerne les articles 5, § 8, et 7, § 4, les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions de la loi du 21 décembre 1998.

Les infractions aux articles 5, § 8, et 7, § 4, du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur.

#### CHAPITRE VII. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

**Art. 15.** L'arrêté royal du 12 octobre 2004 relatif à la prévention des substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques, est abrogé.

Sans préjudice de l'article 4, paragraphes 2 et 3, un EEE qui ne relevait pas du champ d'application de l'arrêté royal du 12 octobre 2004 relatif à la prévention des substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques, mais qui ne respecterait pas les exigences du présent arrêté, peut être mis à disposition sur le marché jusqu'au 22 juillet 2019.

**Art. 9.** Een importeur of een distributeur wordt voor de toepassing van dit besluit als een fabrikant beschouwd, wanneer hij EEA onder zijn eigen naam of merknaam in de handel brengt of reeds in de handel gebrachte EEA zodanig wijzigt dat de conformiteit met de toepasselijke eisen in het gedrang kan komen, en dient derhalve aan de in artikel 5 vermelde verplichtingen van de fabrikant voldoen.

**Art. 10.** De marktdeelnemers delen, op verzoek, aan de markttoezichtautoriteiten gedurende een periode van tien jaar na het in de handel brengen van de EEA mee :

- 1° welke marktdeelnemer bepaalde EEA aan hen heeft geleverd;
- 2° aan welke marktdeelnemer zij bepaalde EEA hebben geleverd.

#### HOOFDSTUK V. — EU-conformiteitsverklaring en CE-markering

**Art. 11.** § 1. De EU-conformiteitsverklaring vermeldt dat het aangehouden is dat aan de eisen van artikel 4 is voldaan.

§ 2. De structuur van de EU-conformiteitsverklaring komt overeen met het model van bijlage VII, bevat de in die bijlage vermelde elementen en wordt voortdurend bijgewerkt. De EU-conformiteitsverklaring wordt opgesteld in een taal die de bevoegde overheid en markttoezichtautoriteiten gemakkelijk kan begrijpen. Op verzoek van de bevoegde overheid of markttoezichtautoriteiten moet deze worden vertaald in het Nederlands, in het Frans of in het Duits.

Indien andere toepasselijke wetgeving de toepassing van een procedure voor conformiteitsbeoordeling vereist die ten minste net zo streng is, kan het bewijs dat is voldaan aan de eisen van artikel 4, § 1, eerste lid, worden geleverd in de context van die procedure. De opstelling van één enkele technische documentatie volstaat dan.

§ 3. Door de EU-conformiteitsverklaring op te stellen, neemt de fabrikant de verantwoordelijkheid voor de conformiteit van de EEA met de bepalingen van dit besluit op zich.

**Art. 12.** § 1. De CE-markering is onderworpen aan de algemene beginselen die zijn vastgesteld in artikel 30 van Verordening (EG) nr. 765/2008.

§ 2. De CE-markering wordt zichtbaar, leesbaar en onuitwisbaar op de afgewerkte EEA of op het gegevensplaatje aangebracht. Indien dit door de aard van het product niet mogelijk of niet gerechtvaardigd is, wordt de CE-markering aangebracht op de verpakking en in de begeleidende documenten.

De CE-markering wordt aangebracht voordat de EEA in de handel wordt gebracht.

§ 3. Oneigenlijk gebruik van de CE-markering is verboden.

**Art. 13.** § 1. Indien het bewijs van het tegendeel ontbreekt, wordt de EEA die van de CE-markering is voorzien geacht aan de eisen van dit besluit te voldoen.

§ 2. Materialen, componenten en EEA die proeven en metingen hebben ondergaan waarbij is gebleken dat zij voldoen aan de eisen van artikel 4, of die zijn beoordeeld overeenkomstig geharmoniseerde normen, waarvan de referenties zijn gepubliceerd in het Publicatieblad van de Europese Unie, worden geacht aan de eisen van dit besluit te voldoen.

#### HOOFDSTUK VI. — Sancties

**Art. 14.** Behoudens voor wat betreft artikelen 5, § 8, en 7, § 4, worden inbreuken op de bepalingen van dit besluit opgespoord, vastgesteld, vervolgd en bestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 21 december 1998.

De inbreuken op artikelen 5, § 8, en 7, § 4, van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld, vervolgd en bestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming.

#### HOOFDSTUK VII. — Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen

**Art. 15.** Het koninklijk besluit van 12 oktober 2004 inzake het voorkomen van gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur wordt opgeheven.

Onverminderd de bepalingen van artikel 4, §§ 2 en 3, mag EEA die buiten het toepassingsgebied van het koninklijk besluit van 12 oktober 2004 inzake het voorkomen van gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur viel, maar die niet zou voldoen aan de vereisten van dit besluit, op de markt aangeboden worden tot 22 juli 2019.

**Art. 16.** Le présent arrêté produit ses effets le 3 janvier 2013.

**Art. 17.** Le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, le ministre qui a l'Environnement dans ses attributions et le ministre qui a les Consommateurs dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 mars 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur,  
Mme J. MILQUET

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre de l'Economie et des Consommateurs,  
J. VANDE LANOTTE

La Vice-Première Ministre  
et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,  
Mme L. ONKELINX

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,  
M. WATHELET

**Art. 16.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 3 januari 2013.

**Art. 17.** De minister bevoegd voor Volksgezondheid, de minister bevoegd voor Leefmilieu en de minister bevoegd voor Consumenten, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 maart 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,  
Mevr. J. MILQUET

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Economie en Consumenten,  
J. VANDE LANOTTE

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

De Staatssecretaris voor Leefmilieu,  
M. WATHELET

Annexe I<sup>re</sup>

**Catégories d'EEE couvertes par le présent arrêté**

1. Gros appareils ménagers
2. Petits appareils ménagers
3. Equipements informatiques et de télécommunications
4. Matériel grand public
5. Matériel d'éclairage
6. Outils électriques et électroniques
7. Jouets, équipements de loisir et de sport
8. Dispositifs médicaux
9. Instruments de contrôle et de surveillance, y compris instruments de contrôle et de surveillance industriels
10. Distributeurs automatiques
11. Autres EEE n'entrant pas dans les catégories ci-dessus.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 17 mars 2013 limitant l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur,  
Mme J. MILQUET

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et des Consommateurs,  
J. VANDE LANOTTE

La Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,  
Mme L. ONKELINX

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,  
M. WATHELET

Bijlage I

**Categorieën EEA waarop dit besluit van toepassing is**

1. Grote huishoudelijke apparaten
2. Kleine huishoudelijke apparaten
3. IT- en telecommunicatieapparatuur
4. Consumentenapparatuur
5. Verlichtingsapparatuur
6. Elektrisch en elektronisch gereedschap
7. Speelgoed, ontspannings- en sportapparatuur
8. Medische hulpmiddelen
9. Meet- en regelapparatuur met inbegrip van industriële meet- en regelapparatuur
10. Automaten

11. Andere EEA die niet onder een van de bovenstaande categorieën valt.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 17 maart 2013 tot beperking van het gebruik van bepaalde gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,  
Mevr. J. MILQUET

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Consumenten,  
J. VANDE LANOTTE

De Vice-Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

De Staatssecretaris voor Leefmilieu,  
M. WATHELET

Annexe II

**Substances soumises aux limitations visées à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2,  
et valeurs de concentration maximales tolérées en poids dans les matériaux homogènes**

Plomb (0,1 %)

Mercurie (0,1 %)

Cadmium (0,01 %)

Chrome hexavalent (0,1 %)

Polybromobiphényles (PBB) (0,1 %)

Polybromodiphényléthers (PBDE) (0,1 %)

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 17 mars 2013 limitant l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur,  
Mme J. MILQUET

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et des Consommateurs,  
J. VANDE LANOTTE

La Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,  
Mme L. ONKELINX

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,  
M. WATHELET

Bijlage II

**Stoffen waarvoor beperkingen bedoeld in artikel 4, § 1, tweede lid,  
gelden en getolereerde maximumconcentraties in homogene materialen in gewichtsprocent**

Lood (0,1 %)

Kwik (0,1 %)

Cadmium (0,01 %)

Zeswaardig chroom (0,1 %)

Polybroombifenylen (PBB's) (0,1 %)

Polybroomdifenylethers (PBDE's) (0,1 %)

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 17 maart 2013 tot beperking van het gebruik van bepaalde gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,  
Mevr. J. MILQUET

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Consumenten,  
J. VANDE LANOTTE

De Vice-Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

De Staatssecretaris voor Leefmilieu,  
M. WATHELET

## Annexe III

Applications exemptées de l'interdiction de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>

	Exemption	Champs d'application et dates d'applicabilité
1	Le mercure dans les lampes fluorescentes à simple culot (compactes) ne dépassant pas (par brûleur) :	
1(a)	à usage général d'éclairage < 30 W : 5 mg	Expire le 31 décembre 2011; 3,5 mg peuvent être utilisés par brûleur après le 31 décembre 2011 et jusqu'au 31 décembre 2012; 2,5 mg seront utilisés par brûleur après le 31 décembre 2012
1(b)	à usage général d'éclairage = 30 W et < 50 W : 5 mg	Expire le 31 décembre 2011; 3,5 mg peuvent être utilisés par brûleur après le 31 décembre 2011
1(c)	à usage général d'éclairage = 50 W et < 150 W : 5 mg	
1(d)	à usage général d'éclairage = 150 W : 15 mg	
1(e)	à usage général d'éclairage, avec une structure de forme circulaire ou carrée et un tube d'un diamètre = 17 mm	Aucune limitation d'utilisation jusqu'au 31 décembre 2011; 7 mg peuvent être utilisés par brûleur après le 31 décembre 2011
1(f)	à usage spécial : 5 mg	
2(a)	Le mercure dans les lampes fluorescentes linéaires à double culot à usage général d'éclairage ne dépassant pas (par lampe) :	
2(a)(1)	pour les lampes triphosphore à durée de vie normale, équipées d'un tube d'un diamètre < 9 mm (par exemple, T2) : 5 mg	Expire le 31 décembre 2011; 4 mg peuvent être utilisés par lampe après le 31 décembre 2011
2(a)(2)	pour les lampes triphosphore à durée de vie normale, équipées d'un tube d'un diamètre = 9 mm et = 17 mm (par exemple, T5) : 5 mg	Expire le 31 décembre 2011; 3 mg peuvent être utilisés par lampe après le 31 décembre 2011
2(a)(3)	pour les lampes triphosphore à durée de vie normale, équipées d'un tube d'un diamètre > 17 mm et = 28 mm (par exemple, T8) : 5 mg	Expire le 31 décembre 2011; 3,5 mg peuvent être utilisés par lampe après le 31 décembre 2011
2(a)(4)	pour les lampes triphosphore à durée de vie normale, équipées d'un tube d'un diamètre > 28 mm (par exemple, T12) : 5 mg	Expire le 31 décembre 2012; 3,5 mg peuvent être utilisés par lampe après le 31 décembre 2012
2(a)(5)	pour les lampes triphosphore à durée de vie longue (= 25 000 h) : 8 mg	Expire le 31 décembre 2011; 5 mg peuvent être utilisés par lampe après le 31 décembre 2011
2(b)	Le mercure dans d'autres lampes fluorescentes ne dépassant pas (par lampe) :	
2(b)(1)	pour les lampes halophosphate linéaires, équipées d'un tube d'un diamètre > 28 mm (par exemple, T10 et T12) : 10 mg	Expire le 13 avril 2012
2(b)(2)	pour les lampes halophosphate non linéaires (tous diamètres) : 15 mg	Expire le 13 avril 2016
2(b)(3)	pour les lampes triphosphore non linéaires, équipées d'un tube d'un diamètre > 17 mm (par exemple, T9)	Aucune limitation d'utilisation jusqu'au 31 décembre 2011; 15 mg peuvent être utilisés par lampe après le 31 décembre 2011
2(b)(4)	pour les lampes destinées à d'autres usages généraux d'éclairage et usages spéciaux (par exemple, lampes à induction)	Aucune limitation d'utilisation jusqu'au 31 décembre 2011; 15 mg peuvent être utilisés par lampe après le 31 décembre 2011
3	Le mercure dans les lampes fluorescentes à cathode froide et les lampes fluorescentes à électrode externe à usage spécial ne dépassant pas (par lampe) :	
3 a)	de petite taille (= 500 mm)	Aucune limitation d'utilisation jusqu'au 31 décembre 2011; 3,5 mg peuvent être utilisés par lampe après le 31 décembre 2011
3 b)	de taille moyenne (> 500 mm et = 1 500 mm)	Aucune limitation d'utilisation jusqu'au 31 décembre 2011; 5 mg peuvent être utilisés par lampe après le 31 décembre 2011
3 c)	de grande taille (> 1 500 mm)	Aucune limitation d'utilisation jusqu'au 31 décembre 2011; 13 mg peuvent être utilisés par lampe après le 31 décembre 2011
4 a)	Le mercure dans d'autres lampes à décharge basse pression (par lampe) :	Aucune limitation d'utilisation jusqu'au 31 décembre 2011; 15 mg peuvent être utilisés par lampe après le 31 décembre 2011
4 b)	Le mercure dans les lampes à vapeur de sodium haute pression à usage général d'éclairage ne dépassant pas (par brûleur) dans les lampes avec un indice de rendu des couleurs amélioré Ra > 60 :	
4 b)-I	P = 155 W	Aucune limitation d'utilisation jusqu'au 31 décembre 2011; 30 mg peuvent être utilisés par brûleur après le 31 décembre 2011
4 b)-II	155 W < P = 405 W	Aucune limitation d'utilisation jusqu'au 31 décembre 2011; 40 mg peuvent être utilisés par brûleur après le 31 décembre 2011

	Exemption	Champs d'application et dates d'applicabilité
4 b)-III	P > 405 W	Aucune limitation d'utilisation jusqu'au 31 décembre 2011; 40 mg peuvent être utilisés par brûleur après le 31 décembre 2011
4 c)	Le mercure dans d'autres lampes à vapeur de sodium haute pression à usage général d'éclairage ne dépassant pas (par brûleur) :	
4 c)-I	P = 155 W	Aucune limitation d'utilisation jusqu'au 31 décembre 2011; 25 mg peuvent être utilisés par brûleur après le 31 décembre 2011
4 c)-II	155 W < P = 405 W	Aucune limitation d'utilisation jusqu'au 31 décembre 2011; 30 mg peuvent être utilisés par brûleur après le 31 décembre 2011
4 c)-III	P > 405 W	Aucune limitation d'utilisation jusqu'au 31 décembre 2011; 40 mg peuvent être utilisés par brûleur après le 31 décembre 2011
4 d)	Le mercure dans les lampes à vapeur de mercure haute pression	Expire le 13 avril 2015
4 e)	Le mercure dans les lampes aux halogénures métalliques	
4 f)	Le mercure dans d'autres lampes à décharge à usage spécial non précisées dans la présente annexe	
5 a)	Le plomb dans le verre des tubes cathodiques	
5 b)	Le plomb dans le verre des tubes fluorescents ne dépassant pas 0,2 % en poids	
6 a)	Le plomb en tant qu'élément d'alliage dans l'acier destiné à l'usinage et dans l'acier galvanisé contenant jusqu'à 0,35 % de plomb en poids	
6 b)	Le plomb en tant qu'élément d'alliage dans l'aluminium contenant jusqu'à 0,4 % de plomb en poids	
6 c)	L'alliage de cuivre contenant jusqu'à 4 % de plomb en poids	
7 a)	Le plomb dans les soudures à haute température de fusion (alliages de plomb contenant au moins 85 % de plomb en poids)	
7 b)	Le plomb dans les soudures pour les serveurs, les systèmes de stockage et de matrices de stockage, les équipements d'infrastructure de réseaux destinés à la commutation, la signalisation, la transmission et la gestion de réseaux dans le domaine des télécommunications	
7 c)-I	Les composants électriques et électroniques contenant du plomb dans du verre ou des matériaux céramiques autres que les céramiques diélectriques dans les condensateurs (par exemple, les dispositifs piézo-électriques) ou dans une matrice en verre ou en céramique	
7 c)-II	Le plomb dans les céramiques diélectriques dans les condensateurs pour une tension nominale de 125 V CA ou 250 V CC ou plus	
7 c)-III	Le plomb dans les céramiques diélectriques dans les condensateurs pour une tension nominale de moins de 125 V CA ou 250 V CC	Expire le 1 <sup>er</sup> janvier 2013; après cette date, il peut être utilisé dans les pièces détachées des EEE mis sur le marché avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2013
7 c)-IV	Plomb dans les matériaux céramiques diélectriques de type PZT de condensateurs faisant partie de circuits intégrés ou de semi-conducteurs discrets	
8 a)	Le cadmium et ses composés dans les fusibles thermiques à pastille à usage unique	Expire le 1 <sup>er</sup> janvier 2012; après cette date, il peut être utilisé dans les pièces détachées des EEE mis sur le marché avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2012
8 b)	Le cadmium et ses composés dans les contacts électriques	
9	Le chrome hexavalent comme anticorrosif pour les systèmes de refroidissement en acier au carbone dans les réfrigérateurs à absorption (jusqu'à 0,75 % en poids dans la solution de refroidissement)	
9 b)	Le plomb dans les coussinets et demi-coussinets des compresseurs contenant du réfrigérant pour les applications liées au chauffage, à la ventilation, à la climatisation et à la réfrigération	
11 a)	Le plomb utilisé dans les systèmes à connecteurs à broches conformes « C-press »	Peut être utilisé dans les pièces détachées des EEE mis sur le marché avant le 24 septembre 2010

	Exemption	Champs d'application et dates d'applicabilité
11 b)	Le plomb utilisé dans d'autres systèmes que les systèmes à connecteurs à broches conformes « C-press »	Expire le 1 <sup>er</sup> janvier 2013; après cette date, il peut être utilisé dans les pièces détachées des EEE mis sur le marché avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2013
12	Le plomb en tant que matériau de revêtement pour l'anneau en C du module thermoconducteur	Peut être utilisé dans les pièces détachées des EEE mis sur le marché avant le 24 septembre 2010
13 a)	Le plomb dans le verre blanc destiné aux applications optiques	
13 b)	Le cadmium et le plomb dans le verre filtrant et le verre utilisé pour les étalons de réflexion	
14	Le plomb dans les soudures comportant plus de deux éléments pour la connexion entre les broches et le boîtier de microprocesseurs, à teneur en plomb comprise entre 80 et 85 % en poids	Expire le 1 <sup>er</sup> janvier 2011; après cette date, il peut être utilisé dans les pièces détachées des EEE mis sur le marché avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2011
15	Le plomb dans les soudures visant à réaliser une connexion électrique durable entre la puce et le substrat du semi-conducteur dans les boîtiers de circuits intégrés à puce retournée	
16	Le plomb dans les lampes à incandescence linéaires dont les tubes ont un revêtement de silicate	Expire le 1 <sup>er</sup> septembre 2013
17	L'halogénure de plomb utilisé comme activateur de rayonnement dans les lampes à décharge à haute intensité (HID) destinées aux applications de reprographie professionnelle	
18 a)	Le plomb utilisé comme activateur dans la poudre fluorescente (maximum 1 % de plomb en poids) des lampes à décharge utilisées comme lampes spéciales pour la reprographie par procédé diazoïque, la lithographie, les pièges à insectes, les procédés photochimiques et de durcissement, contenant des luminophores tels que (Sr,Ba) <sub>2</sub> MgSi <sub>2</sub> O <sub>7</sub> :Pb (SMS)	Expire le 1 <sup>er</sup> janvier 2011
18 b)	Le plomb utilisé comme activateur dans la poudre fluorescente (maximum 1 % de plomb en poids) des lampes à décharge utilisées comme lampes de bronzage contenant des luminophores tels que BaSi <sub>2</sub> O <sub>5</sub> :Pb (BSP)	
19	Le plomb avec PbBiSn-Hg et PbInSn-Hg dans des compositions spécifiques comme amalgame principal et avec PbSn-Hg comme amalgame auxiliaire dans les lampes à économie d'énergie (ESL) très compactes	Expire le 1 <sup>er</sup> juin 2011
20	L'oxyde de plomb dans le verre utilisé pour lier les substrats avant et arrière des lampes fluorescentes plates destinées aux écrans à cristaux liquides (LCD)	Expire le 1 <sup>er</sup> juin 2011
21	Le plomb et le cadmium dans les encres d'impression pour l'application d'email sur le verre, tels que le verre borosilicaté et le verre sodocalcique	
23	Le plomb dans les finitions des composants à pas fin de 0,65 mm au maximum, autres que des connecteurs	Peut être utilisé dans les pièces détachées des EEE mis sur le marché avant le 24 septembre 2010
24	Le plomb dans la pâte à braser pour condensateurs céramiques multicouche à trous métallisés, de forme discoïdale ou plane	
25	L'oxyde de plomb utilisé dans les écrans à émission d'électrons par conduction de surface (SED) pour les éléments structuraux tels que la fritte de verre de scellement et de queusot	
26	L'oxyde de plomb dans le verre des ampoules pour lampes à lumière noire	Expire le 1 <sup>er</sup> juin 2011
27	Les alliages de plomb en tant que matériau de brasage pour les transducteurs utilisés dans les haut-parleurs de grande puissance (destinés à fonctionner pendant plusieurs heures à des niveaux de pression acoustique de 125 dB et plus)	Expire le 24 septembre 2010
29	Le plomb contenu dans le verre cristal conformément à l'annexe I de l'arrêté royal du 5 août 1970 portant réglementation de la dénomination « cristal ».	
30	Les alliages de cadmium comme joints de soudure électrique/mécanique des conducteurs électriques situés directement sur la bobine acoustique des transducteurs utilisés dans les haut-parleurs dont le niveau de pression acoustique est égal ou supérieur à 100 dB (A)	
31	Le plomb dans les matériaux de soudure des lampes fluorescentes plates sans mercure (destinées, par exemple, aux afficheurs à cristaux liquides et à l'éclairage décoratif ou industriel)	
32	L'oxyde de plomb dans le joint de scellement des fenêtres entrant dans la fabrication des tubes laser à l'argon et au krypton	

	Exemption	Champs d'application et dates d'applicabilité
33	Le plomb dans les soudures de fins fils en cuivre d'un diamètre égal ou inférieur à 100 µm dans les transformateurs électriques	
34	Le plomb dans les éléments en cermet des potentiomètres ajustables	
36	Le mercure utilisé comme inhibiteur à pulvérisation cathodique dans les écrans plasma DC contenant un maximum de 30 mg par écran	Expiré le 1 <sup>er</sup> juillet 2010
37	Le plomb dans le revêtement de diodes à haute tension sur la base d'un corps en verre de borate de zinc	
38	Le cadmium et l'oxyde de cadmium dans les pâtes pour couches épaisses utilisées sur l'oxyde de béryllium allié à l'aluminium	
39	Le cadmium dans les diodes électroluminescentes (DEL) à conversion de couleur à base de matériaux II-VI (< 10 µg de Cd par mm <sup>2</sup> de superficie émettrice de lumière) destinées à être utilisées dans des systèmes d'éclairage ou d'affichage par source à l'état solide	Expire le 1 <sup>er</sup> juillet 2014
40	Cadmium dans les photorésistances pour optocoupleurs analogiques utilisés dans le matériel audio professionnel	Expire le 31 décembre 2013

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 17 mars 2013 limitant l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur,  
Mme J. MILQUET

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et des Consommateurs,  
J. VANDE LANOTTE

La Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,  
Mme L. ONKELINX

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,  
M. WATHELET

Bijlage III

**Toepassingen waarvoor het verbod in artikel 4, § 1, eerste lid, niet geldt**

	Vrijstelling	Werkingsfeer en toepassingsdata
1	Kwik in (compacte) fluorescentielampen met enkelvoudige lampvoet met ten hoogste (per burner) :	
1(a)	Voor algemene verlichtingsdoeleinden < 30 W : 5 mg	Vervalt op 31 december 2011; na 31 december 2011 tot 31 december 2012 mag 3,5 mg per burner worden gebruikt; na 31 december 2012 mag 2,5 mg per burner worden gebruikt
1(b)	Voor algemene verlichtingsdoeleinden = 30 W en < 50 W : 5 mg	Vervalt op 31 december 2011; na 31 december 2011 mag 3,5 mg per burner worden gebruikt
1(c)	Voor algemene verlichtingsdoeleinden = 50 W en < 150 W : 5 mg	
1(d)	Voor algemene verlichtingsdoeleinden = 150 W : 15 mg	
1(e)	Voor algemene verlichtingsdoeleinden met ronde of vierkante vorm en een buisdiameter = 17 mm	Geen gebruiksbeperking tot 31 december 2011; na 31 december 2011 mag 7 mg per burner worden gebruikt
1(f)	Voor speciale doeleinden : 5 mg	
2(a)	Kwik in lineaire fluorescentielampen met dubbele lampvoet voor algemene verlichtingsdoeleinden met ten hoogste (per lamp) :	
2(a)(1)	Trifosfaat met normale levensduur en een buisdiameter < 9 mm (bijv. T2) : 5 mg	Vervalt op 31 december 2011; na 31 december 2011 mag 4 mg per lamp worden gebruikt
2(a)(2)	Trifosfaat met normale levensduur en een buisdiameter = 9 mm en = 17 mm (bijv. T5) : 5 mg	Vervalt op 31 december 2011; na 31 december 2011 mag 3 mg per lamp worden gebruikt
2(a)(3)	Trifosfaat met normale levensduur en een buisdiameter > 17 mm en = 28 mm (bijv. T8) : 5 mg	Vervalt op 31 december 2011; na 31 december 2011 mag 3,5 mg per lamp worden gebruikt

	Vrijstelling	Werkingsfeer en toepassingsdata
2(a)(4)	Trifosfaat met normale levensduur en een buisdiameter > 28 mm (bijv. T12) : 5 mg	Vervalt op 31 december 2012; na 31 december 2012 mag 3,5 mg per lamp worden gebruikt
2(a)(5)	Trifosfaat met lange levensduur (= 25 000 uur) : 8 mg	Vervalt op 31 december 2011; na 31 december 2011 mag 5 mg per lamp worden gebruikt
2(b)	Kwik in andere fluorescentielampen met ten hoogste (per lamp) :	
2(b)(1)	Lineaire halofosfaatlampen met een buisdiameter > 28 mm (bijv. T10 en T12) : 10 mg	Vervalt op 13 april 2012
2(b)(2)	Niet-lineaire halofosfaatlampen (alle diameters) : 15 mg	Vervalt op 13 april 2016
2(b)(3)	Niet-lineaire trifosfaatlampen met een buisdiameter > 17 mm (bijv. T9)	Geen gebruiksbeperking tot 31 december 2011; na 31 december 2011 mag 15 mg per lamp worden gebruikt
2(b)(4)	Lampen voor andere algemene verlichtings- en speciale doeleinden (bijv. inductielampen)	Geen gebruiksbeperking tot 31 december 2011; na 31 december 2011 mag 15 mg per lamp worden gebruikt
3	Kwik in fluorescentielampen met koude kathode (cold cathode fluorescent lamps — CCFL) en fluorescentielampen met externe elektrode (external electrode fluorescent lamps — EEFL) voor speciale doeleinden met ten hoogste (per lamp) :	
3(a)	Korte lampen (= 500 mm)	Geen gebruiksbeperking tot 31 december 2011; na 31 december 2011 mag 3,5 mg per lamp worden gebruikt
3(b)	Middelgrote lampen (> 500 mm en = 1 500 mm)	Geen gebruiksbeperking tot 31 december 2011; na 31 december 2011 mag 5 mg per lamp worden gebruikt
3(c)	Lange lampen (> 1 500 mm)	Geen gebruiksbeperking tot 31 december 2011; na 31 december 2011 mag 13 mg per lamp worden gebruikt
4(a)	Kwik in andere lagedrukgasontladingslampen (per lamp)	Geen gebruiksbeperking tot 31 december 2011; na 31 december 2011 mag 15 mg per lamp worden gebruikt
4(b)	Kwik in hogedruk natriumlampen (gasontladingslampen) voor algemene verlichtingsdoeleinden met ten hoogste (per burner) in lampen met verbeterde kleurweergave-index Ra > 60 :	
4(b)-I	P = 155 W	Geen gebruiksbeperking tot 31 december 2011; na 31 december 2011 mag 30 mg per burner worden gebruikt
4(b)-II	155 W < P = 405 W	Geen gebruiksbeperking tot 31 december 2011; na 31 december 2011 mag 40 mg per burner worden gebruikt
4(b)-III	P > 405 W	Geen gebruiksbeperking tot 31 december 2011; na 31 december 2011 mag 40 mg per burner worden gebruikt
4(c)	Kwik in andere hogedruk natriumlampen (gasontladingslampen) voor algemene verlichtingsdoeleinden met ten hoogste (per burner) :	
4(c)-I	P = 155 W	Geen gebruiksbeperking tot 31 december 2011; na 31 december 2011 mag 25 mg per burner worden gebruikt
4(c)-II	155 W < P = 405 W	Geen gebruiksbeperking tot 31 december 2011; na 31 december 2011 mag 30 mg per burner worden gebruikt
4(c)-III	P > 405 W	Geen gebruiksbeperking tot 31 december 2011; na 31 december 2011 mag 40 mg per burner worden gebruikt
4(d)	Kwik in hogedrukkwiklampen (gasontladingslampen) (HPMV-lampen)	Vervalt op 13 april 2015
4(e)	Kwik in metaalhalidelampen (MH-lampen)	
4(f)	Kwik in andere gasontladingslampen voor speciale doeleinden die niet specifiek in deze bijlage worden vermeld	
5(a)	Lood in glas van beeldbuizen	
5(b)	Lood in glas van fluorescentiebuizen met ten hoogste 0,2 gewichtsprocent	
6(a)	Lood in staallegingen voor machinale bewerking en in gegalvaniseerd staal met ten hoogste 0,35 gewichtsprocent lood	

	Vrijstelling	Werkingsfeer en toepassingsdata
6(b)	Lood in aluminiumlegeringen met ten hoogste 0,4 gewichtsprocent lood	
6(c)	Lood in koperlegeringen met ten hoogste 4 gewichtsprocent lood	
7(a)	Lood in soldeer met een hoog smeltpunt (d.w.z. loodlegeringen met ten minste 85 gewichtsprocent lood)	
7(b)	Lood in soldeer voor servers, opslag- en array-opslagsystemen en netwerkinfrastructuurapparatuur voor schakeling, signaalverwerking, transmissie en netwerkbeheer voor telecommunicatie	
7(c)-I	Loodhoudende elektrische en elektronische onderdelen in glas of andere dan diëlektrische keramiek in condensatoren, bijv. piëzo-elektronische apparatuur, of in een glazen of keramische matrixverbinding	
7(c)-II	Lood in diëlektrische keramiek in condensatoren voor een nominaal voltage van ten minste 125 V wisselstroom of 250 V gelijkstroom	
7(c)-III	Lood in diëlektrische keramiek in condensatoren voor een nominaal voltage van minder dan 125 V wisselstroom of 250 V gelijkstroom	Vervalt op 1 januari 2013 en mag na die datum worden gebruikt in reserveonderdelen voor EEA die vóór 1 januari 2013 op de markt is gebracht
7(c)-IV	Lood in op PZT gebaseerde diëlektrische keramische stoffen voor condensatoren die onderdeel zijn van geïntegreerde schakelingen of discrete halfgeleiders	
8(a)	Cadmium en cadmiumverbindingen in eenmalige thermische zekeringen van het pellet-type	Vervalt op 1 januari 2012 en mag na die datum worden gebruikt in reserveonderdelen voor EEA die vóór 1 januari 2012 op de markt is gebracht
8(b)	Cadmium en cadmiumverbindingen in elektrische contacten	
9	Zeswaardig chroom als corrosiewering in het koolstofstalen koelsysteem van absorptiekoelkasten tot 0,75 gewichtsprocent in de koeloplossing	
9(b)	Lood in lagerschalen en -bussen voor koelmiddelhoudende compressors voor verwarming, ventilatie, klimaatregeling en koeling	
11(a)	Lood gebruikt in C-press compliant penconnectorsystemen	Mag worden gebruikt in reserveonderdelen voor EEA die vóór 24 september 2010 op de markt is gebracht
11(b)	Lood gebruikt in andere dan C-press compliant penconnector-systemen	Vervalt op 1 januari 2013 en mag na die datum worden gebruikt in reserveonderdelen voor EEA die vóór 1 januari 2013 op de markt is gebracht
12	Lood als coating voor C-ringen van thermische geleidingsmodules	Mag worden gebruikt in reserveonderdelen voor EEA die vóór 24 september 2010 op de markt is gebracht
13(a)	Lood in wit glas dat voor optische toepassingen wordt gebruikt	
13(b)	Cadmium en lood in filterglas en glas dat voor reflectienormen wordt gebruikt	
14	Lood in soldeer bestaande uit meer dan twee elementen met een loodgehalte van meer dan 80 gewichtsprocent en minder dan 85 gewichtsprocent voor de verbinding tussen de pennen en de behuizing van microprocessors	Vervallen op 1 januari 2011 en mag na die datum worden gebruikt in reserveonderdelen voor EEA die vóór 1 januari 2011 op de markt is gebracht
15	Lood in soldeer voor de totstandbrenging van een haalbare elektrische verbinding tussen een halfgeleider-die en een drager in « flip chip »-behuizingen voor geïntegreerde schakelingen	
16	Lood in gloeibuizen voorzien van met silicaten gecoate buizen	Vervalt op 1 september 2013
17	Loodhalide als stralingsmedium in HID-lampen (High Intensity Discharge) gebruikt voor professionele reprografietoepassingen	
18(a)	Lood als activator in het fluorescentiepoeder (1 gewichtsprocent of minder) van gasontladingslampen bij gebruik als speciale lampen voor diazo-drukreprografie, lithografie, insectenvallen, fotochemische en hardingsprocessen met fosforen als SMS ((Sr,Ba) <sub>2</sub> MgSi <sub>2</sub> O <sub>7</sub> :Pb)	Vervallen op 1 januari 2011
18(b)	Lood als activator in het fluorescentiepoeder (1 gewichtsprocent of minder) van gasontladingslampen bij gebruik als bruiningslampen met fosforen als BSP (BaSi <sub>2</sub> O <sub>5</sub> : Pb)	
19	Lood met PbBiSn-Hg en PbInSn-Hg in bepaalde samenstellingen als hoofdamalgaam en met PbSn-Hg als hulpamalgaam in zeer compacte spaarlampen	Vervallen op 1 juni 2011

	Vrijstelling	Werkings sfeer en toepassingsdata
20	Loodoxide in glas dat gebruikt wordt voor het koppelen van het boven- en ondersubstraat van platte fluorescentielampen voor vloeibaar-kristalschermen (LCD's)	Vervallen op 1 juni 2011
21	Lood en cadmium in drukinkt voor het aanbrengen van email op glas zoals boorsilicaatglas en natriumkalkglas	
23	Lood in de finish van componenten met een kleine steek met uitzondering van connectoren met een steek van 0,65 mm of minder	Mag worden gebruikt in reserveonderdelen voor EEA die vóór 24 september 2010 op de markt is gebracht
24	Lood in soldeer voor het solderen aan discoïdale en « planar array » keramische meerlagencondensators met een machinaal aangebracht doorlopend gat	
25	Loodoxide in oppervlaktegeleidingelektronenemitter- schermen (SED-schermen), gebruikt in structurele onderdelen, met name in de fritaan smelting en de fritring	
26	Loodoxide in de glazen ballon van Black Light Blue-lampen (BLB-lampen)	Vervallen op 1 juni 2011
27	Loodlegeringen als soldeer voor transductoren die worden gebruikt in luidsprekers met een hoog vermogen (bedoeld om enkele uren achtereenvolgend te functioneren bij een geluidsniveau van 125 dB SPL en meer)	Vervallen op 24 september 2010
29	Lood gebonden in kristalglas zoals omschreven in bijlage I van het koninklijk besluit van 5 augustus 1970 houdende reglementering van het gebruik van de benaming "kristal".	
30	Cadmiumlegeringen als elektrische/mechanische soldeerverbindingen met elektrische geleiders die zich direct op de stemspoel bevinden van transductoren die gebruikt worden in krachtige luidsprekers met een geluidsvermogensniveau van 100 dB (A) of meer	
31	Lood in soldeermateriaal in kwikvrije platte fluorescerende lampen (die bijv. worden gebruikt in LCD-schermen, designverlichting of industriële verlichting)	
32	Loodoxide in fritaan smeltingen van vensters voor argon- en kryptonlaserbuizen	
33	Lood in soldeer voor het solderen van dunne koperdraad met een diameter van ten hoogste 100 µm in transformator	
34	Lood in cermet-gebaseerde trimmer-potentiometeronderdelen	
36	Kwik, gebruikt als remmer van kathodeverstuving in gelijkstroom-plasmaschermen met een gehalte van ten hoogste 30 mg per scherm	Vervallen op 1 juli 2010
37	Lood in de metalliseerlaag van hoogspanningsdiodes met een behuizing op basis van zinkboraatglas	
38	Cadmium en cadmiumoxide in dikfilmpasta, gebruikt op aluminium-gebonden berylliumoxide	
39	Cadmium in II-VI-leds met kleuromzetting (< 10 µg Cd per mm <sup>2</sup> lichtemitterend oppervlak), gebruikt in halfgeleiderverlichting of -beeldweergavesystemen	Vervalt op 1 juli 2014
40	Cadmium in lichtgevoelige weerstanden voor analoge optische koppelaars, toegepast in professionele audioapparatuur	Vervalt op 31 december 2013

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 17 maart 2013 tot beperking van het gebruik van bepaalde gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,  
Mevr. J. MILQUET

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Consumenten,  
J. VANDE LANOTTE

De Vice-Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

De Staatssecretaris voor Leefmilieu,  
M. WATHELET

## Annexe IV

**Applications exemptées de l'interdiction de l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, spécifiques aux dispositifs médicaux et aux instruments de surveillance et de contrôle**

Équipement utilisant ou détectant des rayonnements ionisants

1. Le plomb, le cadmium et le mercure dans des détecteurs de rayonnements ionisants

2. Les paliers en plomb dans les tubes à rayons X

3. Le plomb dans les dispositifs d'amplification des rayonnements électromagnétiques : galette de microcanaux et plaque capillaire

4. Le plomb dans la fritte de verre des tubes à rayons X et des intensificateurs d'images et le plomb dans un liant de fritte de verre pour l'assemblage de lasers à gaz et pour les tubes à vide qui convertissent les rayonnements électromagnétiques en électrons

5. Le plomb dans les protections contre les rayonnements ionisants

6. Le plomb dans les objets de test pour rayons X

7. Les cristaux de stéarate de plomb pour la diffraction des rayons X

8. La source d'isotopes radioactifs du cadmium pour les spectromètres à fluorescence de rayons X portables

Les capteurs, détecteurs et électrodes

1. Le plomb et le cadmium dans les électrodes sélectives d'ions, y compris le verre des électrodes de mesure du pH

2. Les anodes en plomb dans les capteurs électrochimiques d'oxygène

3. Le plomb, le cadmium et le mercure dans les détecteurs à infrarouges

4. Le mercure dans les électrodes de référence : électrode au chlorure de mercure à faible concentration de chlorure, électrode au sulfate de mercure et électrode à l'oxyde de mercure

Autres

1. Le cadmium dans les lasers hélium-cadmium

2. Le plomb et le cadmium dans les lampes utilisées pour la spectroscopie d'absorption atomique

3. Le plomb dans les alliages en tant que supraconducteur et conducteur de chaleur pour l'IRM

4. Le plomb et le cadmium dans les liaisons métalliques des matériaux supraconducteurs pour l'IRM et les détecteurs SQUID

5. Le plomb dans les contrepoids

6. Le plomb dans les monocristaux piézo-électriques pour les transducteurs ultrasoniques

7. Le plomb dans les soudures des transducteurs ultrasoniques

8. Le mercure dans les ponts de mesure de capacité et de facteur de perte de très haute précision et dans les commutateurs et relais RF haute fréquence des instruments de contrôle et de surveillance, sans excéder 20 mg de mercure par commutateur ou relais

9. Le plomb dans les soudures pour les défibrillateurs portables d'urgence

10. Le plomb dans les soudures des modules d'imagerie infrarouge à haute performance pour une détection de 8-14  $\mu\text{m}$

11. Le plomb dans les écrans à cristaux liquides sur silicium

12. Le cadmium dans les filtres de mesure des rayons X

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 17 mars 2013 limitant l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur,

Mme J. MILQUET

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Économie et des Consommateurs,

J. VANDE LANOTTE

La Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

Mme L. ONKELINX

Le Secrétaire d'État à l'Environnement,

M. WATHELET

## Bijlage IV

**Toepassingen waarvoor het verbod in artikel 4, § 1, eerste lid, niet geldt, specifiek voor medische hulpmiddelen en meet- en regelapparatuur**

Apparatuur die ioniserende straling gebruikt of detecteert

1. Lood, cadmium en kwik in detectoren voor ioniserende straling

2. Loden lagere in röntgenbuizen

3. Lood in versterkers van elektromagnetische straling : microkanaalplaat en capillaire plaat

4. Lood in glasfrit van röntgenbuizen en beeldversterkers en lood in glasfritbindmiddel voor de assemblage van gaslasers en voor vacuümbuizen die elektromagnetische straling omzetten in elektronen

5. Lood in loodschermen tegen ioniserende straling

6. Lood in testobjecten voor röntgenstraling

7. Loodstearaatkristallen voor röntgendiffractie

8. De bron van radioactieve cadmiumisotopen voor draagbare röntgenfluorescentiespectrometers

Sensoren, detectoren en elektroden

1. Lood en cadmium in ionselectieve elektroden, met inbegrip van het glas van pH-elektroden

2. Loodanoden in elektrochemische zuurstofsensoren

3. Lood, cadmium en kwik in infrarooddetectoren

4. Kwik in referentie-elektroden : kwikchloride met een laag kwikgehalte, kwiksulfaat en kwikoxide

Andere

1. Cadmium in helium-cadmium lasers

2. Lood en cadmium in lampen voor atoomabsorptiespectroscopie

3. Lood in legeringen als supergeleider en warmtegeleider bij MRI

4. Lood en cadmium in metaalbindingen van supergeleidende materialen in MRI- en SQUID-detectoren

5. Lood in tegengewichten

6. Lood in piëzo-elektrische monokristallen voor ultrasoontransducers

7. Lood in soldeer van ultrasoontransducers

8. Kwik in meetbruggen met zeer hoge precisiecapaciteit en verliesfactor-meetbruggen en in hoogfrequentie-RF-schakelaars en -relais in meet- en regelapparatuur met hoogstens 20 mg kwik per schakelaar of relais

9. Lood in soldeer voor draagbare defibrillatoren voor noodgevallen

10. Lood in soldeer van infraroodbeeldvormingsmodules met hoog vermogen voor detectie in het bereik van 8-14  $\mu\text{m}$

11. Lood in LcoS-displays (vloeibaar kristal op silicium)

12. Cadmium in meetfilters voor röntgenstralen

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 17 maart 2013 tot beperking van het gebruik van bepaalde gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur.

## ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,  
Mevr. J. MILQUET

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Consumenten,  
J. VANDE LANOTTE

De Vice-Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

De Staatssecretaris voor Leefmilieu,  
M. WATHELET

---

## Annexe V

### **Demandes d'attribution, de renouvellement et de révocation d'exemptions, visées à l'article 4, § 5, alinéa 2**

Les demandes d'exemptions, de renouvellement d'exemptions ou, mutatis mutandis, de révocation d'exemptions peuvent être déposées par un fabricant, par le mandataire d'un fabricant ou par tout opérateur économique de la chaîne d'approvisionnement, et comprennent au minimum les informations suivantes :

a) le nom, l'adresse et les coordonnées du demandeur;

b) des indications sur le matériau ou le composant, et sur les utilisations spécifiques de la substance contenue dans le matériau ou le composant pour lequel une exemption, ou sa révocation, est demandée, ainsi que sur ses propriétés spécifiques;

c) une justification vérifiable et documentée de l'exemption demandée, ou de sa révocation, conformément aux conditions fixées à l'article 5 de la Directive 2011/65/UE;

d) une analyse des substances, matériaux ou conceptions alternatives possibles sur base du cycle de vie, y compris des informations sur la recherche indépendante, les études ayant fait l'objet d'une évaluation par les pairs et les activités de développement du demandeur, lorsqu'elles sont disponibles, ainsi qu'une analyse de la disponibilité de ces alternatives;

e) des informations sur les possibilités de préparation en vue du réemploi ou de recyclage des matériaux provenant de déchets d'EEE, et sur les dispositions relatives au traitement approprié des déchets, conformément à l'annexe II de la Directive 2002/96/CE;

f) d'autres informations pertinentes;

g) les actions proposées par le demandeur pour mettre en oeuvre, demander la mise en oeuvre et/ou appliquer d'éventuelles alternatives, y compris un calendrier de ces actions;

h) s'il y a lieu, une indication des informations qui devraient être considérées comme relevant de la propriété exclusive du demandeur, accompagnée d'une justification vérifiable;

- i)* en cas de demande d'exemption, une proposition de formulation précise et claire de l'exemption;
- j)* un résumé de la demande.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 17 mars 2013 limitant l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur,  
Mme J. MILQUET

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et des Consommateurs,  
J. VANDE LANOTTE

La Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,  
Mme L. ONKELINX

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,  
M. WATHELET

---

Bijlage V

**Aanvragen voor verlening, verlenging of intrekking van een vrijstelling bedoeld in artikel 4, § 5, tweede lid**

Aanvragen voor verlening, verlenging of, mutatis mutandis, intrekking van een vrijstelling kunnen worden ingediend door een fabrikant, een gemachtigde van een fabrikant of elke andere marktdeelnemer in de toeleveringsketen en moeten ten minste de volgende informatie bevatten :

- a)* de naam, het adres en de contactgegevens van de aanvrager;
- b)* informatie over het materiaal of de component en het specifieke gebruik van de stof in het materiaal en de component waarvoor om vrijstelling of intrekking daarvan wordt verzocht, en de specifieke eigenschappen van die stof;
- c)* een verifieerbare en van documentatie voorziene motivering van het verzoek om een vrijstelling of de intrekking daarvan overeenkomstig de in artikel 5 van Richtlijn 2011/65/EU beschreven voorwaarden;
- d)* een analyse van mogelijke alternatieve stoffen, materialen of ontwerpen op basis van de levenscyclus met, voor zover die voorhanden is, onder meer informatie over onafhankelijk onderzoek, collegiaal getoetste studies en ontwikkelingsactiviteiten van de aanvrager, alsook een analyse van de beschikbaarheid van deze alternatieven;
- e)* informatie over mogelijke voorbereidingen voor hergebruik of recycling van materiaal uit afgedankte EEA en over de bepalingen inzake de geschikte afvalverwerking volgens bijlage II van Richtlijn 2002/96/EG;
- f)* andere ter zake dienende informatie;
- g)* maatregelen die de aanvrager voorstelt om mogelijke alternatieven te ontwikkelen, om de ontwikkeling daarvan te verzoeken en/of deze toe te passen, met inbegrip van een tijdschema voor deze maatregelen;
- h)* voor zover nodig, een aanwijzing betreffende de informatie die door eigendomsrechten is beschermd, vergezeld van een verifieerbare staving;
- i)* indien een vrijstelling wordt aangevraagd, een voorstel voor een exacte en heldere formulering van de vrijstelling;
- j)* een samenvatting van de aanvraag.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 17 maart 2013 tot beperking van het gebruik van bepaalde gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,  
Mevr. J. MILQUET

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Consumenten,  
J. VANDE LANOTTE

De Vice-Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

De Staatssecretaris voor Leefmilieu,  
M. WATHELET

## Annexe VI

**Symbole pour le marquage des EEE**

Le symbole indiquant que les EEE font l'objet d'une collecte sélective représente une poubelle sur roues barrée d'une croix, comme ci-dessous.

Ce symbole doit être apposé d'une manière visible, lisible et indélébile.



Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 17 mars 2013 limitant l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur,  
Mme J. MILQUET

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et des Consommateurs,  
J. VANDE LANOTTE

La Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,  
Mme L. ONKELINX

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,  
M. WATHELET

## Bijlage VI

**Symbool als merkteken voor EEA**

Het symbool voor gescheiden inzameling van EEA bestaat uit een doorgekruiste verrijdbare afvalbak zoals hieronder afgebeeld.

Het symbool moet zichtbaar, leesbaar en onuitwisbaar worden aangebracht.



Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 17 maart 2013 tot beperking van het gebruik van bepaalde gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,  
Mevr. J. MILQUET

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Consumenten,  
J. VANDE LANOTTE

De Vice-Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

De Staatssecretaris voor Leefmilieu,  
M. WATHELET

## Annexe VII

**Déclaration UE de conformité**

1. N°... (identification unique de l'EEE) :
  2. Nom et adresse du fabricant ou de son mandataire :
  3. La présente déclaration de conformité est établie sous la seule responsabilité du fabricant (ou de l'installateur) :
  4. Objet de la déclaration (identification de l'EEE permettant sa traçabilité; au besoin, une photo peut être jointe) :
  5. L'objet de la déclaration décrit ci-dessus est conforme à la directive 2011/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques :
  6. Le cas échéant, références des normes harmonisées pertinentes appliquées ou des spécifications techniques par rapport auxquelles la conformité est déclarée :
  7. Informations supplémentaires :
- Signé par et au nom de : .....
- (date et lieu d'établissement) :
- (nom, fonction) (signature) :
- Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 17 mars 2013 limitant l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur,  
Mme J. MILQUET

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et des Consommateurs,  
J. VANDE LANOTTE

La Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,  
Mme L. ONKELINX

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,  
M. WATHELET

## Bijlage VII

**EU-conformiteitsverklaring**

1. Nr.... (uniek identificatienummer van de EEA) :
  2. Naam en adres van de fabrikant of zijn gemachtigde :
  3. Deze conformiteitsverklaring wordt verstrekt onder volledige verantwoordelijkheid van de fabrikant (of de installateur) :
  4. Voorwerp van de verklaring (beschrijving aan de hand waarvan de EEA kan worden getraceerd, indien nodig, met een foto) :
  5. Het hierboven beschreven voorwerp is conform Richtlijn 2011/65/EU van het Europees Parlement en de Raad van 8 juni 2011 betreffende beperking van het gebruik van bepaalde gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur :
  6. Indien van toepassing, vermelding van de toegepaste geharmoniseerde normen of van de technische specificaties waarop de conformiteitsverklaring betrekking heeft :
  7. Aanvullende informatie :
- Ondertekend voor en namens : .....
- (plaats en datum van afgifte) :
- (naam, functie) (handtekening) :
- Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 17 maart 2013 tot beperking van het gebruik van bepaalde gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,  
Mevr. J. MILQUET

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Consumenten,  
J. VANDE LANOTTE

De Vice-Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

De Staatssecretaris voor Leefmilieu,  
M. WATHELET